



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 15 mars 2019	WFP/EB.A/2019/8-A/4/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays — Haïti (2019-2023)

Durée	1 ^{er} juillet 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	199 155 529 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

En 2018, Haïti était classé à la 168^{ème} place sur 189 pays selon l'indice de développement humain, avec un score de 0,498. En dépit des améliorations notables constatées pour certains indicateurs de développement entre 1990 et 2017, notamment l'augmentation de neuf ans de l'espérance de vie à la naissance, les progrès enregistrés depuis 2015 ont été très limités. Haïti compte parmi les pays du monde où les inégalités sont les plus marquées: lorsqu'on prend en compte celles qui ont trait à l'éducation, au revenu et à la santé, l'indice de développement humain corrigé tombe à 0,304¹. En dépit du score moyen obtenu par le pays s'agissant de l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme², qui fait apparaître que les motifs de discrimination sont rares dans le cadre juridique national, on observe encore des inégalités marquées entre les sexes dans les sphères publique et privée.

¹ L'indice de développement humain corrigé en fonction des inégalités représente la répartition des valeurs des variables de développement inférieures à la moyenne, et traduisent les écarts de développement humain dus aux inégalités.

² Organisation de coopération et de développement économiques. Indice Institutions sociales et égalité homme-femme. Haïti - 2014 results. Voir: https://www.genderindex.org/country/haïti/#_ftn7.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. R. Tran Ba Huy
Directeur de pays
courriel: ronald.tranbahuy@wfp.org

Ainsi qu'il est mentionné dans la politique et la stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition (fruit de l'examen stratégique Faim zéro), l'aggravation de l'insécurité alimentaire depuis 2009 constitue un défi. La production agricole d'Haïti a diminué au fil du temps et ne répond pas à la demande intérieure, aussi l'approvisionnement alimentaire dépend-il des importations. La sécurité alimentaire et la nutrition subissent les répercussions négatives de la pauvreté généralisée, de la non-viabilité des moyens d'existence, de la vulnérabilité face aux chocs et autres perturbations, de la cherté des produits alimentaires, qui résulte de coûts de production et d'importation élevés, de programmes sociaux insuffisamment développés et d'habitudes alimentaires inadéquates, entre autres facteurs.

L'objectif de développement durable 2 occupe une place essentielle parmi les priorités des pouvoirs publics et le PAM est bien placé pour apporter une contribution significative au développement d'ensemble d'Haïti, en mobilisant pour ce faire sa solide capacité opérationnelle aux fins de l'exécution d'activités axées sur l'assistance humanitaire et le développement, ainsi que ses partenariats techniques et stratégiques avec les principaux ministères. Le plan stratégique de pays se concentre donc sur six effets directs stratégiques complémentaires: assistance directe aux populations touchées par une crise et vulnérables de façon chronique (effets directs stratégiques 1 et 2); renforcement de l'accès des petits exploitants aux marchés institutionnels et de leur résilience face au changement climatique au moyen d'activités d'adaptation (effets directs stratégiques 3 et 4); appui aux institutions et aux partenaires nationaux pour atteindre les objectifs définis dans le Programme 2030, en particulier l'objectif de développement durable 2 (effets directs stratégiques 5 et 6). L'action menée au titre de l'ensemble des effets directs stratégiques le sera dans le souci de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes.

Élaboré au fil de consultations approfondies tenues auprès du Gouvernement, des partenaires, de la société civile et des donateurs, le présent plan stratégique de pays consolide et accélère plusieurs réorientations stratégiques engagées ces dernières années. La première consiste pour le PAM à optimiser son appui à l'agriculture nationale au moyen de son portefeuille d'activités, en application des plans mis au point par le Gouvernement pour revitaliser le secteur de l'agriculture afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Il s'agira de donner davantage de moyens aux petits exploitants agricoles, en particulier aux femmes, grâce à la formation et au renforcement des capacités (effet direct stratégique 3) et d'offrir des mesures incitant à la production, par exemple l'accroissement du volume des achats de produits d'origine locale et nationale (effets directs stratégiques 1, 2, 3 et 5). La deuxième réorientation, conforme à la nouvelle méthode de travail adoptée par les Nations Unies, consistera à relier davantage action humanitaire et développement en Haïti, en favorisant une progression durable vers l'objectif de développement durable 2 grâce à la mise en place de synergies plus étroites avec les interventions conjointes de long terme axées sur le développement et intéressant de multiples secteurs; lorsque ce sera possible, l'assistance d'urgence sera apportée par le biais de filets de protection sociale conçus pour être actionnés en cas de choc (effets directs stratégiques 1, 2 et 5). La troisième réorientation concerne l'atténuation de la vulnérabilité face à des chocs récurrents, au moyen d'investissements dans des mesures d'adaptation, notamment des activités axées sur les moyens d'existence et la résilience, sur les systèmes d'alimentation durables et sur le renforcement des stratégies de gestion des risques climatiques afin de rendre la population plus autonome tout en restaurant des écosystèmes fragiles et dégradés (effet direct stratégique 4). La quatrième réorientation concerne la malnutrition maternelle et infantile: plutôt que de tenter d'en juguler les effets immédiats, on s'attaquera à ses causes profondes au moyen d'un renforcement des capacités institutionnelles, de la mise en place de filets de sécurité à dimension nutritionnelle et d'initiatives de communication visant à entraîner des changements de comportement (effets directs stratégiques 2 et 5). La cinquième réorientation, reflet de l'importance accrue qui est accordée à l'assistance technique dans le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, se traduira par une contribution accrue du PAM aux politiques menées "en amont", l'objectif étant

de renforcer les capacités opérationnelles et celles des systèmes, afin de faciliter le transfert de la responsabilité de l'exécution des activités actuellement menées par le PAM aux partenaires nationaux, et d'assurer la viabilité sur le long terme des programmes axés sur l'aide d'urgence et le développement au plan national (effet direct stratégique 5).

Le présent plan stratégique de pays, qui contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17, est aligné sur la politique et la stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition, sur le plan stratégique de développement national et sur le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. L'accent y est mis fortement sur les partenariats aux niveaux opérationnel et stratégique: le PAM sera en mesure d'apporter un appui aux pouvoirs publics afin qu'ils parviennent à atténuer les formes de vulnérabilité aiguës et chroniques, à renforcer la résilience et à progresser durablement vers la réalisation de l'objectif Faim zéro.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour Haïti (2019-2023) (WFP/EB.A/2019/8-A/4), pour un coût total pour le PAM de 199 155 529 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. En 2018, Haïti était classé à la 168^{ème} place sur 189 pays selon l'indice de développement humain, avec un score de 0,498³. Ce score est le produit d'une espérance de vie de 63,6 ans (65,8 pour les femmes et 61,4 pour les hommes), d'une durée moyenne de scolarisation escomptée de 9,3 ans pour les enfants et de 5,3 ans pour les adultes (4,3 ans pour les femmes et 6,6 ans pour les hommes), d'un taux d'alphabétisation de 48,7 pour cent et d'un revenu national brut par habitant de 1 665 dollars⁴.
2. En dépit des améliorations notables constatées pour certains indicateurs de développement entre 1990 et 2017, notamment l'augmentation de neuf ans de l'espérance de vie à la naissance et l'allongement de 2,6 ans de la durée moyenne de la scolarisation, les progrès enregistrés depuis 2015 ont été très limités⁵. D'autres indicateurs accusent une baisse substantielle depuis 1990, comme le revenu national brut par habitant, qui a chuté de 12,6 pour cent. Outre les catastrophes récurrentes, ces facteurs expliquent que les progrès d'Haïti, mesurés à l'aune de l'indice de développement humain, soient inférieurs à la moyenne régionale et à celle des pays à faible développement humain depuis 1990.
3. Haïti compte également parmi les pays du monde où les inégalités sont les plus marquées; lorsqu'on prend en compte celles qui ont trait à l'éducation, au revenu et à la santé, l'indice de développement humain corrigé tombe à 0,304⁶. En dépit du score moyen obtenu pour ce qui est de l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme⁷, à savoir 0,1466, les motifs de discrimination sont rares dans le cadre juridique national, mais on observe encore des inégalités marquées entre les sexes dans les sphères publique et privée, comme en témoigne la position occupée par Haïti pour l'indice d'inégalité de genre, à savoir la 144^{ème}. Par exemple, en dépit de l'adoption d'un quota de 30 pour cent de femmes pour tous les postes soumis à élection ou à nomination, seuls 2,7 pour cent des membres actuels du parlement sont des femmes⁸. Un tiers des femmes et des filles haïtiennes continuent d'être victimes d'actes de violence fondée sur le genre, mais leur accès à des espaces sécurisés et à une protection juridique effective demeure limité en raison de la faiblesse du système judiciaire national⁹.
4. Jovenel Moïse a été élu Président en novembre 2016. Depuis lors, le relèvement des prix des produits pétroliers a provoqué des émeutes entre le 6 et le 9 juillet 2018, qui ont contraint

³ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2018. *Indices et indicateurs de développement humain: 2018 – Mise à jour statistique*. http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/HTI.pdf.

⁴ Il est à noter que les indicateurs économiques par habitant sont notablement inférieurs lorsqu'on exclut les envois de fonds. On ne dispose pas de données ventilées par sexe et par âge pour certains facteurs tels que la durée de scolarisation escomptée ou le taux d'alphabétisation. PNUD, *Rapports sur le développement humain: Haïti*. <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/HTI>.

⁵ L'absence de données ventilées par sexe et par âge rend impossible le calcul de l'indice de développement corrigé de l'inégalité entre les sexes; il n'est donc pas possible de confirmer que les améliorations ont été comparables pour les femmes et pour les hommes, ou pour les filles et pour les garçons.

⁶ L'indice de développement humain corrigé en fonction des inégalités représente la répartition des valeurs des variables de développement inférieures à la moyenne, et traduisent les écarts de développement humain dus aux inégalités.

⁷ Indice Institutions sociales et égalité homme-femme, 2014. Voir https://www.genderindex.org/country/haiti/#_ftn7

⁸ Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). 2017. *Women and Gender Factsheet: March 2017*. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/FINAL_Women_and_Gender_Fact_Sheet_March_2017.pdf; USAID, 2018. *Women in National Parliaments, 2018*. Voir: <http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm>.

⁹ USAID. 2017. *Women and Gender Factsheet: March 2017*. Voir: https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/FINAL_Women_and_Gender_Fact_Sheet_March_2017.pdf.

le Premier Ministre à démissionner. Un nouveau gouvernement a prêté serment le 17 septembre 2018, mais la faiblesse de la croissance économique, la dépréciation de la monnaie et les divisions politiques sont autant de sources d'instabilité sur le plan sociopolitique. Les perspectives économiques continuent de se détériorer et la poursuite des troubles civils pourrait aggraver les risques en matière de sécurité et compromettre les investissements privés, en particulier compte tenu du départ de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti en 2017 et de la clôture, prévue pour avril 2019, de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. En 2017 et 2018, les consultations menées dans le cadre de l'examen stratégique national Faim zéro, à l'initiative du PAM et sous l'autorité du Cabinet du Premier Ministre, en collaboration avec 11 ministères, les principales parties prenantes, des institutions universitaires et quatre organismes des Nations Unies¹⁰, ont permis de cerner les difficultés à surmonter pour atteindre les cibles associées à l'objectif de développement durable (ODD) 2. L'examen en question a abouti à une version actualisée de la politique et de la stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition, qui ont été révisées dans l'optique de l'ODD 2.
6. La sécurité alimentaire se détériore dans le pays – le score obtenu à l'aune de l'indice de la faim dans le monde est ainsi passé de 28 en 2009 à 34 en 2017, seuil "extrêmement alarmant"¹¹. À 47 pour cent, le taux de sous-alimentation enregistré en Haïti était l'un des plus élevés dans le monde en 2017¹². La Coordination nationale de la sécurité alimentaire d'Haïti a fait savoir qu'en novembre 2016, 77 pour cent de ménages ruraux avaient passé au moins un jour et une nuit entiers sans manger¹³. Entre autres facteurs, l'insécurité alimentaire est la conséquence des mauvais résultats enregistrés dans le secteur agricole, auxquels s'ajoute une forte dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires, qui représentent plus de la moitié de la consommation alimentaire et 83 pour cent de la consommation de riz. Les principaux produits alimentaires coûtent entre 30 et 77 pour cent plus cher que dans le reste de la région Amérique latine et Caraïbes¹⁴, ce qui les rend inabordables pour les populations vulnérables. Cette situation touche de manière disproportionnée les femmes, dont l'accès aux capitaux est moindre que celui des hommes (71 pour cent d'entre elles ne possèdent ni terre ni habitation)¹⁵, tout comme leur accès aux services et aux postes de décision à tous les niveaux, facteurs auxquels il faut ajouter un

¹⁰ PAM, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Organisation mondiale de la Santé (OMS).

¹¹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2017 Global Hunger Index Data. L'absence de données systématiquement ventilées par sexe et par âge constitue une difficulté en Haïti.

¹² FAO. 2017. *Latin America and Caribbean are falling off path to Zero Hunger by 2030*. Voir: <http://www.fao.org/news/story/en/item/1043175/icode/>.

¹³ Coordination nationale de la sécurité alimentaire en Haïti, décembre 2016. *Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence*. Voir: https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp283549.pdf?_ga=1.238277504.1637837759.1462191961.

¹⁴ Banque mondiale. 2016. *Haiti – let's talk competition: a brief review of market conditions*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/951621468197998092/Haiti-let-s-talk-competition-a-brief-review-of-market-conditions>.

¹⁵ Fond des Nations Unies pour la population (FNUAP). 2017. *Faits et chiffres clés sur la situation des femmes en Haïti*. Voir: <https://haiti.unfpa.org/fr/news/faits-et-chiffres-cl%C3%A9s-sur-la-situation-des-femmes-en-ha%C3%A9ti-novembre-2017>.

niveau d'instruction formel inférieur à celui des hommes¹⁶. Le prix élevé des produits alimentaires est également la conséquence de problèmes logistiques, de coûts de production élevés, de la structure inadéquate des marchés, ainsi que de l'inflation et de la dévaluation récentes¹⁷.

7. Les taux actuels de malnutrition aiguë enregistrés au niveau national sont d'environ 4 pour cent. De plus, si le taux de malnutrition infantile chronique des enfants de moins de 5 ans est en recul depuis 1995, il stagne autour de 22 pour cent depuis 2012 (19,9 pour cent pour les filles et 24,0 pour les garçons), les enfants du quintile le plus pauvre étant quatre fois plus touchés que ceux du quintile le plus riche¹⁸. Les taux d'anémie atteignent également un seuil alarmant puisque 66 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans (64,8 pour cent des filles et 67,8 pour cent des garçons) et 49 pour cent des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans sont touchés¹⁹. Trente-deux pour cent des femmes qui donnent naissance à un enfant sont âgées de moins de 20 ans et 2 pour cent de moins de 15 ans²⁰; la maternité précoce est l'un des principaux facteurs de malnutrition²¹. En 2017, le taux de prévalence du VIH/sida parmi les adultes a été estimé à 1,9 pour cent; il s'établissait à 0,9 pour cent parmi les jeunes femmes; on estimait alors que 7 600 enfants âgés de moins de 15 ans vivaient avec le VIH/sida²². Le coût total de la malnutrition chronique et de l'anémie pour la période comprise entre 2013 et 2020 devrait atteindre 1,26 milliard de dollars, soit une perte équivalant à 16 pour cent du produit intérieur brut (PIB)²³. La diversité de l'alimentation est insuffisante, car le régime alimentaire est principalement constitué de céréales, d'huile, de sucre et, dans une moindre mesure, de légumes secs; en moyenne, un fruit est mangé 2,7 fois par semaine et des légumes seulement 1,4 fois par semaine²⁴.

¹⁶ Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Banque mondiale. 2014. *Investing in people to fight poverty in Haiti*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/222901468029372321/pdf/944300v10REPLA0sment0EN0web0version.pdf>.

¹⁷ FAO et Organisation panaméricaine de la santé. 2017. *Panorama of Food and Nutritional Security in Latin America and the Caribbean 2016*. <http://www.fao.org/3/a-i6977e.pdf>. Coordination nationale de la sécurité alimentaire. 2018. Bulletin sur l'assortiment alimentaire (juillet 2018).

¹⁸ Ministère de la santé publique et de la population, 2018. *Haiti, Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services (EMMUS VI), 2016-2017*. Voir: <http://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR326/FR326.pdf>

¹⁹ FAO et Organisation panaméricaine de la santé, 2017. *Panorama of Food and Nutritional Security in Latin America and the Caribbean 2016*. <http://www.fao.org/3/a-i6977e.pdf>.

²⁰ FNUAP, 2017. *Descriptif de programme de pays pour Haiti (2017-2021)*. Voir: https://www.unfpa.org/sites/default/files/portal-document/Haiti_CPD_2017-2021_FR.pdf.

²¹ Des études ont montré que le taux de probabilité d'un retard de croissance était plus élevé (à hauteur de 63 pour cent) parmi les premiers enfants nés de filles de moins de 18 ans en Amérique latine et aux Caraïbes (Fink, G., et al. 2014. "Scaling-Up Access to Family Planning May Improve Linear Growth and Child Development in Low and Middle Income Countries". *PLoS One* 9(7): e102391. Voir: <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0102391>.

²² On ne dispose pas de pourcentage pour les enfants âgés de moins de 15 ans. Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Haiti country data page. Voir: <http://www.unaids.org/en/regionscountries/countries/haiti>.

²³ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2010. *Rapport sur le coût de la faim en Haiti*. Bureau de la Première Dame de la République d'Haiti, Aba Grangou, 2012. "Note conceptuelle du Programme national de lutte contre la faim et la malnutrition", voir: https://mspp.gouv.ht/site/downloads/ABA%20GRANGOUE_Note%20Conceptuelle_Lancement_Final.pdf; Ministère de la santé publique et de la population, USAID, FANTA-III et FHI360, 2014. *Réduire la malnutrition en Haiti: estimations à l'appui du plaidoyer en faveur de la nutrition*. Haiti Profiles. 2013. Voir: <https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/Haiti-PROFILES-2013-Costing-Report-FRENCH-Mar2014.pdf>.

²⁴ Coordination nationale de la sécurité alimentaire, 2016. *Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (ESASU) avril 2016 - Données collectées en décembre 2015*. Voir: <https://reliefweb.int/report/haiti/evaluation-de-la-scurit-alimentaire-en-situation-d-urgence-esasu-avril-2016-donn-es>. On ne dispose pas d'indicateurs de la diversité alimentaire ventilés par sexe et par âge.

8. En 2015, l'agriculture représentait un cinquième du PIB; toutefois, la production agricole a diminué de 12 pour cent entre 1997 et 2016. Plusieurs ajustements structurels successifs ont eu pour effet de libéraliser les marchés haïtiens des produits agricoles, ce qui s'est traduit par la levée de presque toutes les barrières douanières imposées aux importations et par la suppression des subventions locales à l'agriculture. La mauvaise qualité des sols et l'accès limité au crédit et à des intrants de bonne qualité contraignent les petits exploitants à adopter des pratiques agricoles non viables. L'incapacité d'obtenir un revenu décent dans le secteur de l'agriculture pousse les jeunes, femmes et hommes, à gagner des zones urbaines de plus en plus surpeuplées ou à émigrer, d'où l'expansion des villes et une réduction de la population active dans certaines zones rurales.
9. À l'échelle mondiale, Haïti est le troisième pays le plus vulnérable face aux changements climatiques, et ses systèmes alimentaires pâtissent gravement des phénomènes météorologiques extrêmes et autres phénomènes récurrents²⁵. En moyenne, entre 1975 et 2012, les catastrophes imputables à des phénomènes météorologiques ont provoqué chaque année des dommages et des pertes représentant 2 pour cent du PIB. Le séisme de 2010 a entraîné des dommages structurels évalués à 120 pour cent du PIB; quant à l'ouragan Matthew, en 2016, il a provoqué des dommages équivalant à 32 pour cent du PIB. Les ouragans, les sécheresses et autres chocs ont une incidence notable sur la sécurité alimentaire, ce qui a des conséquences négatives pour quelque 300 000 personnes tous les deux ans. La dégradation de l'environnement et le déboisement, qui sont la conséquence de modes de culture et de consommation énergétique non viables – en particulier l'utilisation de charbon de bois – aggravent encore l'incidence des chocs naturels. Les inégalités entre les sexes qui découlent du construit social et renforcé des rôles respectifs assignés aux femmes et aux hommes déterminent de quelle manière les femmes, les hommes, les filles et les garçons sont touchés et leur capacité de faire face au changement climatique.

Environnement macroéconomique

10. Depuis les années 1980, la croissance économique annuelle moyenne d'Haïti est en retrait par rapport à son expansion démographique. À l'heure actuelle, Haïti se range parmi les pays les moins avancés et c'est la nation la plus pauvre des Amériques. La croissance irrégulière du PIB, due notamment à la sous-performance du secteur agricole²⁶ et à des contractions fortement accusées à la suite de catastrophes naturelles, fait que 59 pour cent des Haïtiens vivent aujourd'hui dans la pauvreté et 24 pour cent dans l'extrême pauvreté²⁷. Les femmes pâtissent de façon disproportionnée d'inégalités marquées²⁸, ce sont souvent elles qui prennent en charge les tâches ménagères et liées à la procréation qui ne sont pas rémunérées et elles sont plus susceptibles que les hommes d'être au chômage; elles représentent 56 pour cent de la population active dans le secteur informel, n'occupent que

²⁵ Germanwatch. 2017. *Global Climate Risk Index 2017*. Voir: <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/16411.pdf>.

²⁶ Banque mondiale. La Banque mondiale en Haïti. Voir: <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview>.

²⁷ Institut haïtien de statistique et d'informatique. Enquête sur les conditions de vie des ménages après le séisme (ECVMAS Haïti 2012); voir: <http://ecvmashaiti2012.e-monsite.com/>.

²⁸ Le coefficient de Gini est de 0,61.

30 pour cent des emplois formels²⁹ et leur rémunération est inférieure de 32 pour cent à celle des hommes³⁰.

11. En 2018, le Gouvernement a réduit son estimation de la croissance économique³¹, en raison d'une inflation à deux chiffres, les prix alimentaires et les services de base étant concernés au premier chef, et de la dévaluation de la monnaie³². Compte tenu de la dépendance d'Haïti vis-à-vis des importations de produits alimentaires, notamment les plus courants, une monnaie faible et la diminution du pouvoir d'achat sont susceptibles de compromettre la sécurité alimentaire des ménages dont les revenus sont les plus faibles.

Principaux liens intersectoriels

12. L'examen stratégique national Faim zéro a fait ressortir des liens entre l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Haïti et l'accomplissement des ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 15 et 16. Ces corrélations suggèrent que, pour progresser sur la voie de l'accomplissement de l'ODD 2, il faudra privilégier des priorités nationales de plus vaste portée, comme l'investissement dans des systèmes de protection sociale qui permettent de répondre aux besoins élémentaires des plus vulnérables sur les plans alimentaire, éducatif et sanitaire; la mise en œuvre d'initiatives viables axées sur le développement inclusif, dans le but de revitaliser les zones rurales victimes de l'émigration d'une partie de leur population, d'atténuer les inégalités entre les sexes et de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté; l'accroissement de la production et des achats locaux; l'investissement dans l'infrastructure, pour que les chaînes de valeur soient fonctionnelles dans les zones mal reliées au reste du pays.

1.3. Lacunes et problèmes liés à la faim

13. Les principaux problèmes et lacunes en rapport avec la faim ont été recensés au cours des consultations menées au titre de l'examen stratégique:
 - La pauvreté généralisée et la vulnérabilité aux chocs compromettent l'accès des ménages à une alimentation adéquate et nutritive et poussent un nombre croissant d'entre eux à avoir recours à des stratégies de survie préjudiciables face aux risques naturels, pendant la période de soudure ou pour juguler les facteurs de stress chroniques, tels que les prix élevés des produits alimentaires. Dans les zones rurales pauvres et isolées, les lacunes infrastructurelles limitent encore la disponibilité des produits alimentaires sur les marchés.
 - De mauvaises habitudes alimentaires combinées à un accès limité à l'alimentation font que, de plus en plus souvent, les ménages consomment des aliments pauvres en nutriments mais fortement transformés, plutôt que des aliments riches en nutriments, dont la production est insuffisante et irrégulière.

²⁹ FNUAP. 2017. *Faits et chiffres clés sur la situation des femmes en Haïti*. Voir: <https://haiti.unfpa.org/fr/news/faits-et-chiffres-cl%C3%A9s-sur-la-situation-des-femmes-en-ha%C3%AFti-novembre-2017>.

³⁰ Banque mondiale, 2014. *Investing in people to fight poverty in Haiti: Reflections for evidence-based policy making*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/222901468029372321/pdf/944300v10REPLA0sment0EN0web0version.pdf>.

³¹ The Economist Intelligence Unit. 11 octobre 2018. *New Cabinet Inherits Murky Economic Outlook*. Voir: <http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1777234561&Country=Haiti&topic=Economy>.

³² Entre la fin de 2017 et novembre 2018, le taux de change est passé de 63,7 gourdes pour 1 dollar à 70,8 gourdes pour 1 dollar.

- Les moyens d'existence ruraux ne sont pas viables en raison d'un accès limité aux marchés et d'une faible productivité agricole qui s'explique par l'absence d'intrants de bonne qualité, d'investissements, de transferts de technologie, d'accès au crédit, ainsi que par la mauvaise qualité des sols. Cette situation donne parfois lieu à l'adoption de pratiques qui ont pour effet de dégrader l'environnement et de réduire la capacité des communautés de s'adapter au changement climatique, ce qui a pour effet de les rendre encore plus vulnérables face aux catastrophes.
- L'insuffisance des moyens financiers et institutionnels constitue un obstacle à la mise en place de programmes de protection sociale inclusifs et de services de santé publique d'un coût abordable, qui couvrent chaque étape du cycle de vie.
- Les inégalités femmes-hommes, tant socioculturelles que structurelles, compromettent l'accès des femmes et des jeunes à l'éducation formelle, à l'emploi et au capital, ainsi que leur participation à la vie publique, ce qui perpétue ces inégalités de genre et le cycle intergénérationnel de la pauvreté.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

14. Les priorités fixées dans le plan stratégique de développement national (2012-2030) sont le reflet de l'ambition de faire d'Haïti une économie émergente d'ici à 2030. Le plan s'articule sur quatre axes:
 - *Rétablissement du maillage territorial.* Mise en place de l'infrastructure économique nécessaire pour la croissance économique, la création d'emplois et l'accès aux services sociaux; renforcement des économies régionales de telle sorte qu'elles favorisent le développement local; urbanisation et aménagement des zones rurales sur la base d'une gestion avisée des risques, de manière à protéger le patrimoine naturel et historique.
 - *Reconstitution du tissu économique.* Création de richesse et d'emplois grâce au renforcement du secteur privé, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pression exercée sur l'environnement et les ressources naturelles.
 - *Reconstitution du tissu social.* Mise en place de services de base sur l'ensemble du territoire et création de pôles de développement régionaux et locaux, amélioration du logement et approche fondée sur l'inclusion sociale, de sorte que la classe moyenne se développe et que l'égalité femmes-hommes devienne une réalité.
 - *Rétablissement des institutions.* Instauration de structures étatiques solides, stables et décentralisées qui favorisent la transparence et l'application du principe de responsabilité, une meilleure gestion des terres et la protection de la propriété privée.
15. Outre les enjeux transversaux tels que la résilience et l'égalité entre les sexes, la politique et la stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition telles que révisées s'articulent sur les orientations stratégiques suivantes:
 - réduire la prédominance des politiques qui encouragent les échanges internationaux, en privilégiant plutôt celles qui favorisent la souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition;
 - s'en remettre à l'agriculture familiale et aux activités agro-industrielles, en tant que moteurs de la revitalisation de l'économie haïtienne et de l'élimination de la faim et de la malnutrition;

- investir dans des filets de protection sociale et mettre des services de base de qualité à la disposition des plus vulnérables, afin qu'ils aient accès à une nutrition adéquate et que le développement socioéconomique profite à chacun;
- renforcer les capacités nationales nécessaires pour que soient pleinement mises en œuvre la politique et la stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

16. Conçu pour appuyer la mise en œuvre du plan stratégique de développement national, le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2017-2021 définit cinq zones d'intervention prioritaires: réduction de la pauvreté et promotion de l'emploi décent; accès à des services sociaux de base de qualité et utilisation de tels services; égalité femmes-hommes et protection; résilience; gouvernance. Les organismes des Nations Unies continueront certes d'assurer la mise en œuvre directe de programmes d'assistance en Haïti, en particulier pendant les situations d'urgence, mais le renforcement des capacités devient une composante de plus en plus importante de l'action menée par ces organismes dans le pays.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1. Expérience du PAM et enseignements

17. Le PAM diversifie son portefeuille d'activités en coordonnant assistance humanitaire et développement, de diverses manières: préparation aux situations d'urgence, interventions immédiates et initiatives axées sur le relèvement et le renforcement de la résilience – mise en place de filets de protection sociale et renforcement des moyens y associés; alimentation scolaire avec inclusion progressive des marchés locaux et activités à dimension nutritionnelle; prestation de services de logistique, de télécommunications et d'aviation en situation d'urgence.
18. Après l'ouragan Matthew, les réalisations récentes sont notamment les suivantes:
 - assistance alimentaire fournie à plus de 1 million d'individus touchés par ce choc, ce qui a permis de sauver des vies;
 - assistance technique et matériel fournis au Gouvernement aux fins de la préparation aux situations d'urgence et des interventions immédiates;
 - services communs assurés, notamment de logistique et de télécommunications en situation d'urgence;
 - services aériens d'aide humanitaire fournis à 3 400 passagers, qui ont également permis de transporter 619 tonnes de fret;
 - assistance alimentaire fournie à plus de 87 000 filles et femmes enceintes et allaitantes aux fins de la prévention de la malnutrition;
 - assistance alimentaire fournie à plus de 165 000 bénéficiaires à l'appui de la construction ou de la remise en état d'actifs, à la suite ou en prévision de chocs;

- assistance alimentaire pour la création d'actifs fournie à 35 000 personnes, avec pour objectif de renforcer la résilience à long terme des communautés, au moyen d'outils analytiques et consultatifs en application de l'approche à trois niveaux³³;
 - repas servis à 380 000 enfants pendant l'année scolaire 2017/18, avec un accroissement progressif des achats de denrées aux niveaux local et national, notamment au moyen de la transposition à plus grande échelle de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, au bénéfice de 14 000 écoliers;
 - cartographie de la vulnérabilité pour constituer une base de données nationale relative aux bénéficiaires de la protection sociale, qui couvre aujourd'hui 17 pour cent de la population;
 - appui à la formulation de stratégies et de politiques nationales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition;
 - mise en place de méthodes innovantes à l'appui de la préparation aux situations d'urgence et des interventions immédiates, de la protection des bénéficiaires, de l'utilisation des transferts de type monétaire et de l'analyse de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire³⁴.
19. Les évaluations, audits, rapports de supervision et commentaires en retour récemment reçus des partenaires ont confirmé que le PAM exécutait des activités adaptées à la conjoncture nationale. Les principaux enseignements et données d'expérience recueillis au sujet des interventions menées par le PAM depuis le séisme de 2010 ont servi de base pour l'élaboration et la mise en œuvre du présent plan stratégique de pays (PSP)³⁵:
- *Renforcement des capacités et partenariats stratégiques pour une incidence à long terme.* Le PAM devrait s'engager davantage auprès du Gouvernement, notamment au niveau local et de façon décentralisée. Des organismes et des communautés devraient être mobilisés dans le cadre d'une collaboration de long terme et stratégique prenant diverses formes – évaluations complémentaires, stratégies communes de renforcement des capacités et recherche d'une convergence géographique³⁶, avec pour objectif l'obtention de résultats durables.
 - *Ciblage et analyse.* Le PAM a fourni un appui aux capacités des pouvoirs publics pour améliorer le ciblage des bénéficiaires en fonction du degré de vulnérabilité des ménages et hiérarchiser les zones géographiques. Il devrait continuer à travailler de concert avec le Ministère des affaires sociales et du travail afin d'affiner les critères et les méthodes de ciblage, ainsi qu'avec le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural en ce qui concerne la sécurité alimentaire et le

³³ Cette approche à trois niveaux comprend l'analyse intégrée du contexte, la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative.

³⁴ Quelques exemples en sont la mise en place de mécanismes permettant d'adresser des commentaires en retour, de la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE), de nouvelles modalités pour les transferts de type monétaire, d'une coopération Sud-Sud, ou encore le recours à l'analyse intégrée du contexte et au financement fondé sur les prévisions.

³⁵ La plupart des recommandations suivantes sont issues de deux évaluations d'intervention: l'une portait sur le projet de mise en place d'un programme d'alimentation scolaire (2014), l'autre sur l'intervention prolongée de secours et de redressement menée en 2016.

³⁶ On entend par "convergence géographique" le fait, pour les partenaires de l'action humanitaire et du développement, lorsque c'est possible, de mener leurs activités respectives dans un même lieu, en tirant parti de leurs avantages relatifs et en coordonnant ces activités afin d'améliorer leur efficacité et d'obtenir de meilleurs résultats et une incidence de plus grande ampleur.

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, tout en appliquant l'approche à trois niveaux aux interventions liées à la résilience.

- *Systèmes de suivi et de gestion de l'information.* Le PAM devrait œuvrer avec le Gouvernement et les partenaires à l'amélioration du suivi et des mécanismes de remontée de l'information, qui doivent prendre en compte la problématique femmes-hommes, tout en adaptant des méthodes et outils novateurs à la situation haïtienne et en se concentrant sur l'incidence à long terme des activités axées sur le renforcement des capacités et la résilience.
- *Achats locaux.* Le PAM accroît petit à petit la proportion des achats effectuée localement; désormais, près d'un quart des produits qu'il distribue proviennent des marchés nationaux et des petits agriculteurs; il apporte son appui aux politiques nationales qui privilégient la production alimentaire locale. Il devrait encore accroître la part des achats qu'il effectue au plan local afin de promouvoir la production et la consommation de produits locaux, de réduire les délais de livraison des produits alimentaires ainsi que la durée de leur entreposage, et de stimuler l'économie locale.
- *Transferts de type monétaire.* En tant que coprésident du groupe de travail chargé des espèces, le PAM devrait utiliser son expérience et ses plateformes techniques (SCOPE) pour améliorer les modalités applicables aux transferts de type monétaire et apporter son appui au Gouvernement au titre du développement de l'utilisation de tels transferts dans le cadre des programmes humanitaires et de protection sociale. On fera en sorte que les transferts de type monétaire soient utilisés de façon équitable et sur la base d'analyses ventilées par sexe et par âge.
- *Problématique femmes-hommes.* Il faudrait renforcer l'analyse de cette problématique et en tenir compte dans la programmation pour remédier aux inégalités entre les sexes, en accordant désormais la priorité non plus à la recherche de la parité femmes-hommes en termes de participation, mais plutôt à l'adoption d'objectifs propres à transformer les relations femmes-hommes, s'agissant en particulier de l'alimentation scolaire.
- *Nutrition.* Le PAM devrait apporter son concours au Ministère de la santé publique et de la population pour que soient traitées les causes structurelles de la malnutrition, notamment au moyen de la révision des protocoles nationaux en matière de nutrition et d'enrichissement des aliments. Il devrait aussi mettre en œuvre la stratégie nutritionnelle de 2018 dans le cadre de toutes ses activités, en mettant l'accent sur la programmation à dimension nutritionnelle et sur la communication visant à faire évoluer la société et les comportements.
- *Logistique.* Le PAM devrait œuvrer, avec le Gouvernement, les acteurs humanitaires et les entités du secteur privé au renforcement de leur chaîne d'approvisionnement et de leurs capacités en matière de préparation aux situations d'urgence dans le but de surmonter les lacunes infrastructurelles et d'autres obstacles.

2.2 Potentialités pour le PAM

20. Sur la base des conclusions de l'examen stratégique et d'autres consultations, le PAM s'attachera à exploiter les pistes stratégiques suivantes, au confluent de l'action humanitaire et de la promotion du développement:

- poursuite de l'assistance alimentaire et nutritionnelle vitale pour les populations touchées par une crise, en assurant la transition vers des activités axées sur le relèvement afin de remettre en état les éléments d'actifs et de redémarrer les économies locales;

- mise en œuvre d'ensembles d'activités intégrées aux fins de la distribution de repas scolaires, des activités complémentaires étant menées en coordination avec les partenaires, pour mieux appuyer le développement et l'éducation des enfants et améliorer leur état de santé, tout en obtenant des avancées en matière d'égalité femmes-hommes;
- transposition à une plus grande échelle des achats locaux et nationaux pour revitaliser le secteur agricole et améliorer les moyens d'existence des petits exploitants agricoles, en particulier les femmes – ce qui aura également pour effet d'encourager la diversification et l'amélioration de la teneur nutritionnelle des repas scolaires en incluant des légumes frais;
- couverture accrue de filets de protection sociale prenant en compte la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle pour aider les populations vulnérables, au moyen de transferts de type monétaire combinés avec des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, l'objectif étant de promouvoir des régimes alimentaires équilibrés et des comportements positifs qui pèsent sur les normes sociales qui sont les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition;
- mise en place de modèles de marchés institutionnels visant à rendre les systèmes alimentaires durables, à stimuler les économies locales et à améliorer les moyens d'existence des petits exploitants, de manière équitable pour les femmes et les hommes;
- mise en œuvre de stratégies locales d'adaptation au changement climatique reposant sur la création d'actifs et la gestion des risques;
- appui à l'exécution des politiques et aux institutions dans le but de favoriser la mise au point d'une stratégie nationale de protection sociale et de systèmes permettant de répondre aux besoins des populations, qu'ils soient chroniques ou résultent d'un choc;
- utilisation d'outils de ciblage novateurs, de systèmes de gestion des bénéficiaires et de mécanismes de prestation et facilitation de la numérisation, notamment pour ce qui est des modalités de transferts de type monétaire, afin que l'assistance fournie aux populations vulnérables le soit de manière plus efficiente, équitable et effective;
- exploitation des compétences propres au PAM en matière de chaînes d'approvisionnement pour les processus liés aux achats, l'entreposage des produits alimentaires, les activités visant à assurer leur sûreté et leur qualité, ainsi que pour leur transport, afin d'appuyer l'exécution efficace de ses programmes et de renforcer les capacités du Gouvernement et des partenaires;
- prestation de services à l'intention des partenaires humanitaires et de développement, notamment au titre des activités et de la logistique associées à la chaîne d'approvisionnement, du ciblage et de la gestion des bénéficiaires, ou encore des systèmes de transferts de type monétaire;
- conjointement avec les partenaires, généralisation des initiatives destinées à faire évoluer les relations femmes-hommes et tenant compte de l'âge, afin de donner aux femmes et aux filles davantage de moyens et d'obtenir la participation des hommes et des garçons, l'objectif étant de promouvoir l'égalité des sexes et de répondre aux besoins propres à divers groupes de population.

2.3. Réorientations stratégiques

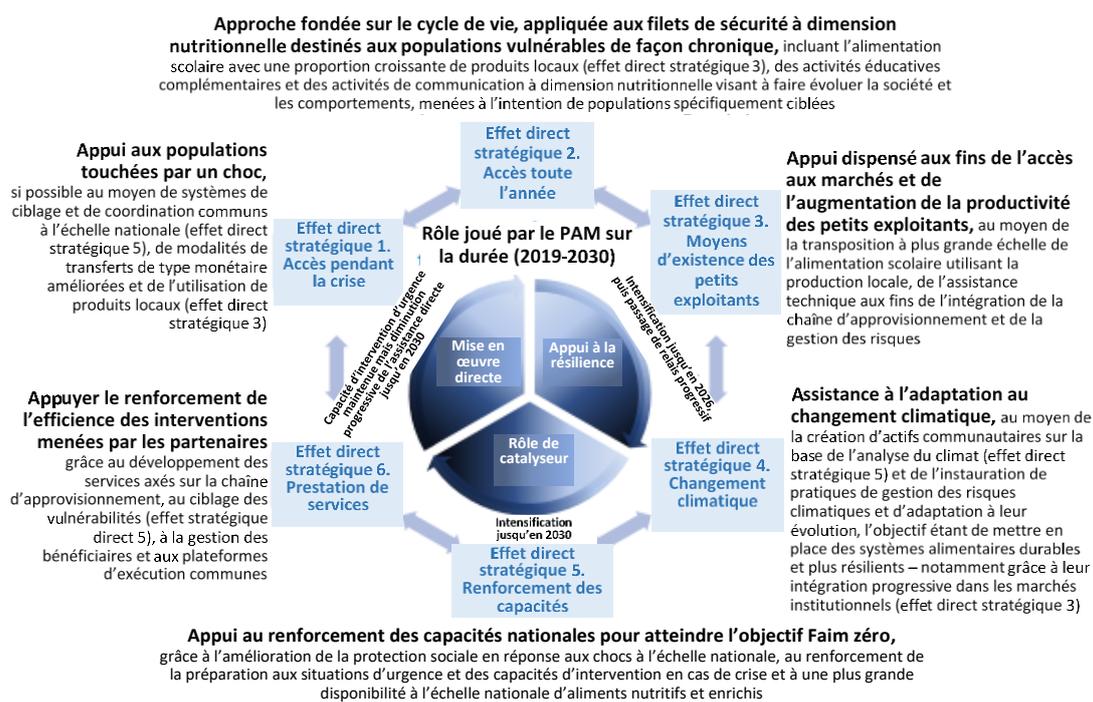
21. Pour exploiter ces potentialités, le PAM procédera à plusieurs réorientations stratégiques.
22. L'examen stratégique Faim zéro (politique et stratégie nationales révisées en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition) a fait ressortir que le déclin agricole était l'un des principaux facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire, à l'augmentation des prix des produits alimentaires et aux taux de pauvreté élevés enregistrés en zone rurale. Le PAM va donc faire tout son possible pour appuyer le développement du secteur agricole national dans le cadre de toutes les activités de son portefeuille dans le but de donner des moyens d'agir aux petits exploitants agricoles, en particulier aux femmes, d'améliorer l'accès aux marchés, de développer les capacités existantes (effet direct stratégique 3), d'accroître le volume des achats locaux et nationaux (effets directs stratégiques 1, 2 et 3) et d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales (effet direct stratégique 5).
23. La vulnérabilité d'Haïti aux chocs récurrents a donné lieu à des interventions humanitaires répétées. Conformément à la nouvelle méthode de travail adoptée aux Nations Unies, le PAM s'efforcera de renforcer les liens entre l'action menée au titre de l'assistance humanitaire et celle qui l'est au titre du développement en Haïti, grâce à des synergies plus nettes avec les interventions de long terme axées sur le développement et impliquant de multiples secteurs et, lorsque ce sera possible, en fournissant son assistance par l'intermédiaire des filets de protection sociale conçus pour permettre une réaction face aux chocs (effets directs stratégiques 1, 2 et 5).
24. La résilience limitée des communautés aux chocs et autres perturbations est aussi un facteur qui contribue à la récurrence des épisodes d'insécurité alimentaire et à la dépendance vis-à-vis des secours d'urgence. Le PAM investira donc dans l'adaptation au changement climatique, au moyen de la gestion des risques et dans des initiatives axées sur les moyens d'existence et la résilience, visant à accroître l'autosuffisance de la population. On procédera à des analyses ventilées par sexe et par âge aux fins de la mise au point de telles interventions (effet direct stratégique 4).
25. Compte tenu du déclin observé des taux de malnutrition aiguë et de capacités institutionnelles limitées dans ce domaine, le PAM mettra désormais davantage l'accent sur les causes profondes de la malnutrition maternelle et infantile plutôt que sur ses effets immédiats. En complément des activités menées par d'autres organismes, en tirant parti des investissements consentis par le PAM dans la protection sociale et de la promulgation par le Gouvernement d'une législation sur l'enrichissement des aliments, le bureau de pays, lorsqu'il mettra en œuvre le présent PSP, adoptera une approche sensible à la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle, en s'attachant à développer la capacité institutionnelle, et en mettant l'accent sur les filets de sécurité axés sur la nutrition et sur la communication visant à faire évoluer la société et les comportements tout au long du cycle de vie.
26. En s'impliquant dans la mise en œuvre de la politique et stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition, le PAM mettra davantage l'accent sur les orientations prises en amont et sur le renforcement des capacités au niveau opérationnel et à celui des systèmes, afin de jeter les bases de progrès durables vers la réalisation de l'objectif Faim zéro en Haïti (effet direct stratégique 5). Les investissements du PAM dans les systèmes de protection sociale ont pour but de renforcer progressivement l'aptitude du Gouvernement à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition et à atteindre ses objectifs de développement de portée plus vaste.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1. Direction, orientations et impacts escomptés

27. Pour optimiser les retombées positives et la viabilité de ses opérations, le PAM adoptera une approche intégrée de l'action humanitaire et de l'aide au développement, en fournissant une assistance directe aux populations touchées par une crise et vulnérables de façon chronique (effets directs stratégiques 1 et 2), en améliorant l'accès aux marchés institutionnels des petits exploitants et en renforçant leur résilience à moyen terme et leur aptitude à atténuer les effets des chocs, à s'y adapter et à s'en relever, et à gérer les risques liés au climat (effets directs stratégiques 3 et 4), mais aussi en apportant un appui à l'action menée par les institutions et partenaires nationaux en vue d'atteindre les objectifs définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'ODD 2 (effets directs stratégiques 5 et 6).
28. En cas de situation d'urgence à grande échelle, le présent PSP serait révisé pour inclure un effet direct stratégique 7 (intervention face à une crise) à l'appui du résultat stratégique 8 (renforcement des partenariats à l'échelle mondiale). Il comprendrait alors, en fonction des besoins, des activités axées sur les technologies de l'information et des communications, sur la logistique et sur les services aériens humanitaires des Nations Unies.

Figure 1: Évolution du rôle du PAM en Haïti



29. Le présent PSP sera mis en œuvre de 2019 à 2023, avec un budget total de 199 155 529 dollars. Il y est tiré parti des avantages propres au PAM et il est conforme à la politique et à la stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition, récemment formulées, ainsi qu'au plan stratégique de développement national (2012-2030). À l'heure actuelle, les principales activités du PAM sont conformes aux axes définis dans le PNUAD pour 2017-2021, à savoir la réduction de la pauvreté, les services sociaux de base et la résilience. L'examen à mi-parcours du présent PSP, auquel il sera procédé en 2021, sera l'occasion d'apporter les ajustements

programmatisques nécessaires en cas d'évolution de la situation nationale et pour tenir compte d'éventuelles modifications du PNUAD.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une crise en Haïti sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en temps de crise

30. Comme Haïti reste vulnérable face aux catastrophes naturelles, le PAM continuera d'apporter une assistance directe aux populations touchées par un choc (transferts de type monétaire et en nature), en gérant des stocks nationaux d'urgence qui permettent d'intervenir dans les meilleurs délais. Il reliera davantage action humanitaire et développement en tenant compte des formes diverses de vulnérabilité des populations ciblées avant la crise, en recourant à la base de données et à la méthodologie élaborées avec le Ministère des affaires sociales et du travail (effet stratégique 5) et en acheminant son assistance au moyen de filets de protection sociale réactifs en cas de choc, lorsque cela sera possible. Le PAM ciblera les bénéficiaires des zones touchées en adaptant son assistance aux besoins nutritionnels des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des enfants âgés de 6 à 59 mois et des personnes vivant avec le VIH/sida, entre autres.

Domaine d'action privilégié

31. Conçu pour que le PAM intervienne en urgence en période de crise ou au début du redressement, cet effet direct concerne l'intervention face à une crise.

Produits escomptés

32. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les ménages touchés par une crise reçoivent une assistance alimentaire non assortie de conditions qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
- Les ménages touchés par une crise reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions en vue de remettre en état des actifs communautaires et de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.

33. Au départ, le PAM fournira une assistance en nature ou de type monétaire non assortie de conditions pendant la crise et juste après, mais partout où il le pourra, prévoira également une assistance assortie de conditions afin d'amorcer le redressement en stimulant les marchés et en contribuant au rétablissement d'infrastructures essentielles.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire d'urgence et appuyer la réduction des risques et le relèvement des populations touchées par une crise

34. Concevant ses interventions avec le Ministère des communautés et des institutions décentralisées et sa Direction de la protection civile, le Ministère de la santé publique et de la population et le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural, le PAM envisage de porter assistance à 300 000 personnes en moyenne tous les deux ans, suivant en cela les tendances historiques observées en Haïti. En s'appuyant sur des diagnostics conjoints, notamment des études ventilées par sexe et par âge, et sur les résultats du ciblage, et en veillant à coordonner les livraisons et le suivi³⁷, le PAM exécutera des interventions complémentaires de celles d'organismes tels que l'UNICEF dans le cadre de ses activités concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène ou la nutrition, la FAO en ce

³⁷ La coordination sera assurée avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

qui concerne les distributions communes de produits alimentaires et de semences, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour ce qui est des actions portant sur le logement et la réduction des risques de catastrophe ainsi que le FNUAP pour ce qui est des activités se rapportant à la santé sexuelle et procréative et à la lutte contre la violence fondée sur le genre. Lorsque cela sera possible, le PAM achètera des produits alimentaires localement pour appuyer la production agricole et pérenniser les systèmes alimentaires. Si besoin est, et après avoir évalué la situation nutritionnelle, le PAM fournira des produits nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition aiguë des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants âgés de 6 à 59 mois et, lorsqu'il le pourra, des personnes vivant avec le VIH/sida sous traitement antirétroviral.

35. Le PAM recourra aux transferts de type monétaire, assortis ou non de conditions, lorsque la situation des marchés le permettra. Comme il dirige le groupe de travail chargé de l'assistance monétaire, il a aidé à élaborer le manuel sur l'exécution des transferts de type monétaire en situation d'urgence et incitera à recourir aux transferts de type monétaire polyvalents communs pour subvenir aux besoins essentiels. L'assistance assortie de conditions sera introduite au fil du temps d'une manière équitable pour les deux sexes afin de soutenir le début du redressement, d'aider à rétablir ou à adapter les infrastructures essentielles et à réduire la vulnérabilité en cas de chocs futurs.
36. Comme il est difficile d'atteindre les personnes les plus démunies en ciblant les ménages, l'assistance du PAM sera adaptée aux besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons, en tenant compte des besoins des personnes handicapées et en appliquant le critère consistant à "ne pas nuire" à tous les dispositifs d'exécution.

Effet direct stratégique 2: Les populations vulnérables d'Haïti bénéficient de filets de sécurité à dimension nutritionnelle qui leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels tout au long de l'année

37. Pour combattre l'insécurité alimentaire chronique en Haïti, le PAM va investir dans des filets de sécurité à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes en apportant une assistance supplémentaire aux populations prioritaires, telles que définies dans la politique et la stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition et dans la base de données du Ministère des affaires sociales et du travail (effet direct stratégique 5), tout en développant le programme de cantines scolaires de façon à mettre en œuvre un ensemble intégré d'activités dans les écoles prioritaires, en toute équité aux enfants durant les six premières années de leur scolarité.

Domaine d'action privilégié

38. Conçu pour faire face aux besoins chroniques des populations vulnérables, cet effet direct est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

39. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les populations vulnérables ciblées bénéficient de filets de sécurité à dimension nutritionnelle pour améliorer leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel.
 - Des repas nutritifs sont servis aux enfants d'âge scolaire afin d'améliorer leur sécurité alimentaire.

40. Les activités relevant de cet effet direct, qui vise à prévenir la malnutrition et à s'assurer que les personnes puissent exploiter pleinement leur potentiel tout au long de leur vie, ciblent les populations les plus vulnérables, mais s'adresseront également, plus largement, à la population d'âge scolaire.

Activités essentielles

Activité 2: Élaborer, mettre en œuvre et renforcer les filets de sécurité à dimension nutritionnelle à l'intention des populations vulnérables

41. En collaboration avec le Ministère des affaires sociales et du travail, le Ministère de la santé publique et de la population, et le Ministère des communautés et des institutions décentralisées, le PAM intensifiera son appui aux filets de sécurité, en ciblant les populations vulnérables, notamment les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes des départements où la prévalence de la malnutrition chronique est la plus forte, et celles qui sont séropositives et sous traitement antirétroviral, dans tout le pays. Le PAM associera aux transferts de type monétaire non assortis de conditions³⁸ une action de communication destinée à faire évoluer les comportements et la société qui portera sur la diversification du régime alimentaire, l'hygiène, les soins aux jeunes enfants et l'égalité femmes-hommes afin d'améliorer l'état nutritionnel et de réduire l'exclusion au sein des communautés. Ce faisant, il complétera le programme national de traitement de la malnutrition, la couverture sanitaire et l'action menée par les centres de traitement du VIH/sida bénéficiant de l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. Des études sur la nutrition aideront à recenser les facteurs de malnutrition et à adapter l'approche du PAM au contexte haïtien, à renforcer la stratégie à dimension nutritionnelle destinée à faire évoluer les relations entre les sexes, et à adapter les transferts aux préférences culturelles et personnelles et aux besoins des ménages. Dans le cadre de cette approche à dimension nutritionnelle, les activités visant à faire évoluer la société et les comportements seront conçues et exécutées en veillant à créer le maximum de synergies avec d'autres activités, en particulier les activités 3 et 5.

Activité 3: Fournir des repas nutritifs et mener des activités de sensibilisation et de formation complémentaires dans les établissements scolaires ciblés qui achètent des produits de façon centralisée

42. Planifié en collaboration avec le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural et le Ministère de la santé publique et de la population, le programme élargi de cantines scolaires du PAM exécutera un ensemble intégré d'activités dans les écoles ciblées des zones très exposées à l'insécurité alimentaire où la prévalence de la malnutrition est forte. Pour améliorer les résultats scolaires, le PAM fournira des rations nutritives quotidiennes durant toute l'année scolaire et des articles non alimentaires, notamment des ustensiles de cuisine et du matériel d'entreposage. Dans le cadre des réformes de l'enseignement en cours, le PAM s'attachera à soutenir les modules axés sur l'alphabétisation, avec l'UNICEF. Avec le Ministère de la condition féminine et des droits des femmes, il mènera dans les écoles des activités de sensibilisation visant à faire évoluer les comportements au sein des communautés afin d'autonomiser les femmes et les filles et de promouvoir l'égalité des sexes parmi les enfants, les adolescents, les enseignants et les parents de tout le pays. Ces activités tiendront compte du rôle et des décisions prises par

³⁸ Cette activité utilisera au départ des transferts monétaires non assortis de conditions mais le PAM étudiera la possibilité d'introduire peu à peu des transferts monétaires assortis de conditions et/ou des bons à échanger contre des produits, en s'appuyant sur des études participatives différenciées par sexe et par âge afin de ne nuire à personne, de ne pas alourdir la charge de travail non rémunéré et d'obtenir ainsi des résultats équitables.

les femmes, les hommes, les garçons et les filles, comme l'a recommandé l'étude participative de la problématique femmes-hommes dans le cadre de l'alimentation scolaire³⁹. De plus, un guide portant sur cette problématique sera prévu dans le cadre de la politique nationale relative à l'alimentation scolaire pour pérenniser les résultats obtenus en matière de transformation des relations entre les sexes. Pour optimiser les synergies avec les interventions scolaires de l'UNICEF portant sur la santé, l'hygiène et la nutrition, le PAM va élaborer des modules complémentaires, notamment sur la qualité, la sécurité sanitaire et la préparation des produits alimentaires. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le PAM s'efforcera d'atténuer l'impact de l'alimentation scolaire sur l'environnement en sensibilisant les communautés pour qu'elles adoptent des pratiques durables, en encourageant l'utilisation de fourneaux économes en gaz ou en combustible et en tenant compte également de la sûreté, de la sécurité et des besoins de protection des femmes. Le PAM va progressivement développer les achats centralisés de produits locaux et nationaux pour le programme de cantines scolaires, et les bénéficiaires seront progressivement pris en charge par les cantines scolaires utilisant la production locale (effet direct stratégique 3), lorsque cela sera possible.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2023, les petits exploitants agricoles et leurs communautés des zones ciblées d'Haïti disposent de moyens d'existence renforcés qui leur permettent d'accroître leur sécurité alimentaire et d'améliorer leur nutrition

43. Ayant conscience que les populations rurales sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire en Haïti et que la politique et la stratégie nationales en matière de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire et de nutrition donnent la priorité à la revitalisation du secteur agricole, le PAM va augmenter ses investissements dans l'agriculture familiale, en particulier en faveur des femmes, afin d'accroître leur accès aux marchés, de renforcer leurs capacités et de les intégrer dans les chaînes de valeur alimentaires, notamment dans le cadre du programme élargi de cantines scolaires utilisant la production locale.

Domaine d'action privilégié

44. Conçu pour accroître la participation des petits exploitants agricoles à l'économie et les rendre plus résilients et pour faciliter l'approvisionnement en denrées locales des marchés institutionnels, cet effet direct est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

45. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, qui sont organisés en coopératives bénéficient de formations, d'outils et de services qui leur permettent d'accroître leur accès aux marchés et d'améliorer leurs moyens d'existence et leur nutrition.
 - Les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, bénéficient des achats institutionnels, notamment ceux qui sont destinés à la distribution de repas scolaires diversifiés et nutritifs, qui entraînent une amélioration de leurs moyens d'existence.
 - Les enfants d'âge scolaire bénéficient de repas scolaires utilisant la production locale, qui améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition.

³⁹ Introduite à la suite des recommandations issues de l'évaluation précédente.

46. En recourant à des interventions fondées aussi bien sur l'offre que sur la demande, le PAM renforcera le secteur de l'agriculture familiale et sa participation à l'économie, ce dont bénéficieront les petits producteurs, en particulier les femmes, et les enfants d'âge scolaire qui recevront un assortiment de produits alimentaires locaux, équilibré sur le plan nutritionnel, à l'appui de leurs résultats scolaires.

Activités essentielles

Activité 4: Développer et améliorer la production locale en renforçant l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés

47. En partenariat avec le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural, le PAM aidera les petits producteurs organisés en coopératives par filière à développer leurs capacités pour qu'ils soient à même de répondre aux appels d'offres, de négocier des contrats et de satisfaire aux normes de qualité et de sécurité sanitaire applicables à la vente de produits dans le cadre de marchés institutionnels ou autres, et d'assurer un suivi de ces normes. Le PAM s'emploiera également à fournir un appui plus large, notamment en matière de prévention des pertes après récolte, d'assurance contre les catastrophes et les chocs (par exemple, l'Initiative en faveur de la résilience des communautés rurales – initiative 4R⁴⁰), d'entreposage, de transport, de techniques de transformation et de commercialisation. La coopération étroite avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), la FAO et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture facilitera l'accès au microcrédit et améliorera les intrants et les techniques de production, dans une optique de viabilité écologique et de résilience. Conscient des difficultés que rencontrent les femmes en ce qui concerne la propriété foncière, la participation aux associations de producteurs et l'accès au crédit, et de la répartition inégale des soins et des tâches domestiques non rémunérés ainsi que des emplois salariés, le PAM va réaliser des études de la problématique femmes-hommes et définir des mesures pour corriger les inégalités recensées.

Activité 5: Fournir des repas diversifiés et nutritifs, à base de produits locaux obtenus auprès des petits exploitants agricoles, dans les établissements scolaires ciblés

48. Le PAM va intensifier son programme de cantines scolaires utilisant la production locale et augmenter progressivement le nombre d'enfants bénéficiant de repas préparés à base de denrées locales jusqu'à parvenir à au moins 20 pour cent de l'ensemble des bénéficiaires de repas scolaires, en toute équité entre garçons et filles. À la demande du Gouvernement, le PAM développera les achats locaux décentralisés afin de soutenir les économies locales. Par ailleurs, en distribuant un assortiment d'aliments culturellement adaptés, produits localement et nutritifs, le PAM contribuera à diversifier le régime alimentaire des écoliers. Élaboré avec Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural et le Ministère de la santé publique et de la population, ce programme prévoit un ensemble intégré d'activités, notamment de renforcement des capacités et de sensibilisation, destinées à appuyer l'éducation, à promouvoir l'égalité femmes-hommes et à améliorer les habitudes nutritionnelles tout en limitant l'impact environnemental des activités du PAM, en collaboration avec d'autres organismes⁴¹.

⁴⁰ L'Initiative R4 est un programme du PAM conçu pour réduire les risques liés aux activités des petits exploitants agricoles.

⁴¹ Pour plus de détails sur l'assistance intégrée en faveur des cantines scolaires et les interventions de renforcement des capacités s'y rapportant, voir l'activité 3.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2023, les communautés vulnérables des zones dont les écosystèmes sont fragiles peuvent s'appuyer sur des systèmes alimentaires résilients pour atténuer les effets des chocs, s'y adapter et s'en relever, et gérer les risques liés au climat

49. En raison de leur exposition aux risques climatiques et de leur faible résilience, les populations les plus démunies sont régulièrement tributaires de l'assistance humanitaire en cas de crise, qu'elle soit soudaine ou à évolution lente, ou de perturbations dues à des catastrophes naturelles ou à l'instabilité socioéconomique. Le PAM s'attachera par conséquent à renforcer la résilience de ces populations et de contribuer à rendre les systèmes alimentaires plus résilients pour appuyer le développement rural, en recourant à des activités rémunératrices et à des options de réduction des risques de catastrophe à l'échelle des collectivités. Cet effet direct concerne donc les ménages ruraux les plus vulnérables des zones dont les écosystèmes sont fragiles, en tenant compte des inégalités entre femmes et hommes, des interventions humanitaires répétées et de l'indice de vulnérabilité et de pauvreté qu'utilise le Ministère des affaires sociales et du travail (effet direct stratégique 5).

Domaine d'action privilégié

50. Conçu pour accompagner l'adaptation aux changements climatiques des populations vulnérables vivant dans des écosystèmes fragiles, cet effet direct concerne le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

51. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les ménages vulnérables des zones ciblées bénéficient de l'assistance alimentaire assortie de conditions pour préserver et renforcer leur sécurité alimentaire et leur nutrition.
- Les populations locales des zones à risque bénéficient de la gestion intégrée des risques et d'actifs, d'outils et de services résilients face aux aléas climatiques, qui contribuent à leur sécurité alimentaire, à leur nutrition et à leur résilience face aux chocs.

52. Au moyen de la création d'actifs et du renforcement de la capacité nationale d'analyse des données climatiques (effet direct stratégique 5), le PAM aidera les populations et les communautés vulnérables à élaborer des stratégies de gestion des risques pour mieux résister aux chocs et s'en relever et pour parvenir à une sécurité alimentaire plus durable face à des phénomènes météorologiques et d'autres crises à répétition.

Activité essentielle

Activité 6: Fournir une assistance alimentaire aux ménages vulnérables aux fins de la création ou de la remise en état d'actifs, l'objectif étant de renforcer la résilience face aux chocs et de mettre en place une gestion intégrée des risques dans les communautés exposées aux risques liés au climat

53. Conçu avec le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural et avec le soutien du Ministère des affaires sociales et du travail, l'assistance du PAM assortie de conditions aidera les populations vulnérables à accroître leur autosuffisance et leur résilience en cas de chocs et de phénomènes climatiques, en s'attaquant aux inégalités sous-jacentes existant entre les sexes. Pour obtenir un impact optimal et durable, le PAM s'efforcera d'élaborer des interventions intégrées à moyen terme en faveur des mêmes communautés, proportionnellement aux chocs et aux perturbations auxquelles elles sont confrontées; le PAM va à cette fin réaliser avec le PNUD un état des lieux des risques. À l'aide d'interventions portant sur les actifs et les moyens d'existence, le PAM œuvrera en faveur

du développement rural durable en réduisant le risque pour ces populations de se retrouver en grande détresse à l'avenir et en contribuant à la régénération des écosystèmes, en faisant appel au savoir-faire de la FAO et du PNUE dans les domaines de l'agriculture résistante à la sécheresse, de la gestion des terres et de la protection de l'environnement. En suivant une approche par chaîne de valeur avec le FIDA, le PAM étudiera les possibilités de création de petites sociétés coopératives et d'autres solutions axées sur les marchés, dont bénéficieront sur un pied d'égalité les productrices et les producteurs. En adoptant une approche à plusieurs niveaux allant du niveau individuel à celui des pouvoirs publics, l'analyse des risques selon l'approche à trois niveaux⁴², qui étudie les tendances observées au fil du temps, les facteurs saisonniers et la planification participative inclusive à l'échelle des communautés, permettra de choisir les interventions les plus adaptées concernant les actifs et les moyens d'existence. Cette analyse sera complétée par des études portant sur le climat, la problématique femmes-hommes et la protection. Le PAM s'efforcera d'inclure progressivement l'assurance et d'autres dispositifs de renforcement des capacités pour accroître la résilience des systèmes alimentaires face aux risques climatiques et aux autres chocs.

Effet direct stratégique 5: Les institutions centralisées et décentralisées et les parties prenantes nationales disposent de moyens accrus pour atteindre l'objectif Faim zéro d'ici à 2030

54. Comme les effets directs stratégiques 1 à 4 se rapportent à l'assistance opérationnelle directe que continue d'apporter le PAM aux programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition, le renforcement des capacités devient de plus en plus important pour en garantir la pérennisation et permettre un transfert progressif de la responsabilité des activités au Gouvernement haïtien. L'effet direct stratégique 5 renforce les capacités des institutions chargées d'élaborer les politiques et les systèmes nationaux cohérents nécessaires pour faire face aux situations d'urgence et atteindre les cibles fixées au regard de l'ODD 2.

Domaine d'action privilégié

55. Conçu pour aider à atteindre l'objectif Faim zéro en renforçant les capacités nationales dans les domaines de la protection sociale, de la préparation aux situations d'urgence et de l'organisation des secours ainsi que de la nutrition, cet effet direct concerne le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

56. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations à risque bénéficient des capacités renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention du pays, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels en temps de crise.
 - Les populations vulnérables bénéficient des cadres et des systèmes institutionnels renforcés, qui améliorent leur accès à l'assistance sociale de base.
 - Les habitants d'Haïti bénéficient de la disponibilité accrue de produits alimentaires de bonne qualité, sûrs et nutritifs, notamment des produits locaux enrichis, qui entraînent une amélioration de leur santé et de leur nutrition.

⁴² Introduite à la suite des recommandations issues de l'évaluation précédente.

57. L'action de renforcement des capacités menées par le PAM porte sur la conception et la mise en œuvre par les pouvoirs publics de mesures de préparation aux situations d'urgence et d'interventions de secours pour préserver la sécurité alimentaire en temps de crise ainsi que de solutions à long terme pour combattre la faim et la malnutrition, notamment des systèmes alimentaires et de protection sociale nationaux inclusifs, à même d'améliorer la santé et la nutrition de la population.

Activité essentielle

Activité 7: Fournir un appui à l'élaboration des politiques et une assistance technique aux parties prenantes nationales dans les domaines de la protection sociale, de la gestion des risques de catastrophe, de l'enrichissement des produits alimentaires et de la production locale

58. Avec le Ministère des affaires sociales et du travail et la Caisse d'assistance sociale, le PAM contribuera à l'élaboration des cadres et des systèmes nationaux de protection sociale, notamment les dispositifs de ciblage et d'exécution. Avec la Banque mondiale, le PNUD et la Banque interaméricaine de développement, le PAM élaborera des politiques et des programmes globaux de protection sociale prenant en compte les multiples dimensions de la pauvreté et les problématiques liées au sexe, à l'âge et au handicap. Pour atteindre ce résultat commun, le PAM collaborera également avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'OIM, l'OMS, l'UNICEF et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), mettant leur savoir-faire à profit pour que les programmes de protection sociale contribuent à améliorer la situation du marché du travail et la mobilité de la main-d'œuvre, la couverture maladie et la protection des femmes et des enfants.
59. En collaboration avec le Ministère des communautés et des institutions décentralisées et sa Direction de la protection civile, le PAM entend renforcer les systèmes nationaux de gestion des risques de catastrophe en investissant dans les capacités de préparation et d'intervention, au niveau central et à celui des collectivités territoriales. L'intervention et le redressement seront également encouragés par des actions de coopération Sud-Sud portant sur des dispositifs innovants, notamment l'analyse climatique et le financement fondé sur les prévisions.
60. Pour que l'impact de son action soit durable, le PAM travaillera en partenariat avec Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural et le Ministère de la santé publique et de la population et avec la Coordination nationale de la sécurité alimentaire pour renforcer les systèmes alimentaires, les politiques concernant la nutrition et les capacités institutionnelles, améliorer le régime alimentaire et accroître la disponibilité et l'utilisation d'aliments locaux enrichis nutritifs. En collaboration avec la FAO, il encouragera les réformes de fond destinées à accroître durablement la production agricole tout en garantissant la qualité, la sécurité sanitaire et la valeur nutritionnelle des aliments. En appliquant les directives de l'OMS, le PAM apportera également une assistance technique et un appui pour développer l'enrichissement des produits dans le pays et leur transformation locale en divers produits alimentaires nutritifs. Le PAM veillera à ce que ces produits soient accessibles à un prix abordable aux populations en situation de vulnérabilité nutritionnelle.
61. Pour garantir l'efficacité et la pérennité des interventions de renforcement des capacités, les questions se rapportant à l'égalité des sexes et à l'âge occuperont une place centrale dans les activités de sensibilisation, de conception et d'élaboration des politiques. Sachant bien que des priorités budgétaires nationales concurrentes mettent en péril la pérennité des programmes publics, le PAM mènera, en parallèle de son assistance concernant l'élaboration des politiques, une action de sensibilisation et de plaidoyer au plus haut niveau de l'État.

Effet direct stratégique 6: Le Gouvernement et les parties prenantes dans les domaines de l'aide humanitaire et du développement ont accès toute l'année à des services à la demande

62. Cet effet direct entend aider le Gouvernement et les milieux de l'aide humanitaire et du développement dans leur ensemble à mieux répondre aux besoins des populations touchées et vulnérables, et contribue donc à l'action d'ensemble menée pour atteindre les objectifs du Programme 2030, conformément à l'ODD 17 relatif au renforcement des partenariats mondiaux.

Domaine d'action privilégié

63. Conçu pour renforcer l'assistance fournie par les organismes d'aide humanitaire et de développement partenaires tout au long de l'année, cet effet direct concerne le renforcement de la résilience.

Produit escompté

64. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct attendu:

- La population d'Haïti bénéficie de l'assistance renforcée fournie par les acteurs de l'aide humanitaire et du développement pour subvenir à ses besoins essentiels toute l'année.

65. En faisant appel à sa chaîne d'approvisionnement et à ses moyens programmatiques, le PAM appuiera les interventions de ses partenaires pour s'assurer qu'elles atteignent bien les bénéficiaires, que les activités sont ciblées en fonction des critères de vulnérabilité et que l'assistance fournie, en nature ou sous forme de transferts de type monétaire, est la plus adaptée.

Activité essentielle

Activité 8: Fournir à la demande, au Gouvernement ainsi qu'aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement, des services liés à la chaîne d'approvisionnement, au ciblage, à la gestion des bénéficiaires et aux transferts de type monétaire

66. Compte tenu des difficultés rencontrées en Haïti en matière d'accès, d'infrastructures et de sécurité, le PAM proposera des services de transport et d'entreposage, sur la base du recouvrement des coûts, tout au long de l'année. Afin de mieux servir les bénéficiaires, il fournira également une assistance intégrée à ses partenaires, au départ pour effectuer le ciblage des bénéficiaires et, progressivement, en introduisant des services d'identification des bénéficiaires et de gestion intégrée des données au moyen de la plateforme SCOPE, tout en facilitant le choix de modalités de transfert de type monétaire adaptées aux interventions des partenaires. Tout comme pour ses propres programmes, le PAM veillera à ce que cette activité tienne compte des considérations liées au sexe et à l'âge.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

67. Le présent PSP est le premier d'une série de plans œuvrant en synergie pour aider Haïti à atteindre l'objectif Faim zéro et les objectifs globaux de développement d'ici à 2030. Le maintien de l'assistance directe du PAM aux programmes essentiels qui contribuent à la sécurité alimentaire et la place accrue accordée à l'élaboration des politiques et au renforcement des capacités entendent préparer le terrain en vue d'un transfert progressif au pays de la responsabilité des activités. Les systèmes et les outils élaborés conjointement avec les pouvoirs publics pourront être progressivement transférés au cours de la période d'exécution du PSP, par exemple la méthodologie de ciblage et la base de données relatives à l'indice de vulnérabilité et de pauvreté en Haïti. Il est toutefois peu probable qu'une part importante des activités opérationnelles du PAM soient aussi transférées durant la mise en œuvre de ce PSP en raison des contraintes budgétaires prévues et du manque de moyens

institutionnels, qui feront l'objet d'un suivi régulier. En ce qui concerne l'alimentation scolaire, à la demande du Gouvernement, le PAM intensifiera le recours aux produits du pays pour stimuler l'agriculture, que ce soit par le biais d'achats centralisés ou d'une intensification du modèle de cantines scolaires utilisant la production locale. L'alignement des activités de production locale sur les objectifs nationaux sera propice aux stratégies de transfert des responsabilités à l'avenir.

68. Compte tenu de son retentissement sur la réalisation de l'objectif Faim zéro, la promotion de l'égalité entre les sexes sera un axe stratégique du PSP. Tout en ménageant la flexibilité nécessaire pour s'adapter à l'évolution du contexte, les PSP futurs continueront de mettre de plus en plus l'accent sur le renforcement des capacités pour aider les pouvoirs publics à prendre progressivement en main les programmes concernant la sécurité alimentaire et la nutrition.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)*						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1	166 500	163 500	211 500	208 500	750 000
2	2	15 540	15 260	19 740	19 460	70 000
	3	269 237	264 963	-	-	534 200
3	5	57 355	56 445	-	-	113 800
4	6	17 316	17 004	21 996	21 684	78 000
Total**		509 298	500 822	232 086	228 794	1 471 000

* On entend par filles et garçons les bénéficiaires ayant moins de 18 ans.

** Une proportion de 10 pour cent des bénéficiaires relevant de l'effet direct stratégique 1 ont été déduits du total pour éviter qu'ils ne soient comptés deux fois s'ils bénéficient d'autres effets directs stratégiques.

69. Au cours de la période d'exécution du PSP, le PAM viendra en aide à 1 471 000 bénéficiaires directs au total, en adoptant une méthode de ciblage fondée sur l'équité entre les femmes et les hommes: 28,2 pour cent des bénéficiaires seront des femmes, 27,8 pour cent des hommes, 22,2 pour cent des filles et 21,8 pour cent des garçons.
70. Le plus grand nombre de bénéficiaires se rapporte aux effets directs stratégiques 1 et 2, ce qui témoigne de l'importance accordée à la fois à l'action humanitaire et aux activités de développement, et de la complémentarité entre ces deux missions. Conformément aux priorités nationales et à l'évolution des politiques, le PAM maximisera l'appui au développement agricole dans l'ensemble de son portefeuille d'activités, en augmentant les achats centralisés de produits du pays et en fournissant des produits achetés localement à 20 pour cent des bénéficiaires de l'alimentation scolaire. À cette fin, il aidera également au moins 50 associations de petits producteurs, en particulier des coopératives féminines, à participer aux marchés institutionnels et autres.

71. Bien que les critères de ciblage varient d'une activité à l'autre, le PAM s'en remettra à la base de données nationale qu'il a élaborée avec le Ministère des affaires sociales et du travail pour s'assurer que les populations les plus vulnérables sont sélectionnées lors du ciblage. Avec ce PSP, le PAM va également développer l'utilisation des fonctions SCOPE pour toutes les activités, de l'identification et de l'enregistrement des bénéficiaires jusqu'à la gestion des transferts de type monétaire.

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (*grammes/personne/jour*) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (*dollars/personne/jour*),
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct stratégique 1				Effet direct stratégique 2			Effet direct stratégique 3		Effet direct stratégique 4	
	Activité 1				Activité 2		Activité 3	Activité 5		Activité 6	
	Ménages		Filles et femmes enceintes et allaitantes et enfants de 24 à 59 mois	Enfants de 6 à 23 mois	Ménages	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Écoliers du cycle primaire	Écoliers du cycle primaire		Ménages	
	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire		Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
		Non assortis de conditions	Assortis de conditions								
LNS-MQ	-	-	-	-	50	-	-	-	-	-	-
LNS-LQ	-	-	-	-	-	-	92	-	-	-	-
Total kcal/jour	2 100	1 551	2 046	376	281	1 723	515	626	88	452	2 046
% kcal d'origine protéinique	10	-	-	16,3	9	-	11,2	27	0	-	-
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)	-	0,72	0,95	-	-	0,80	-	-	-	0,21	0,95
Nombre de jours d'alimentation par an	30	30	40	60	60	120	360	150	132	132	120

* Pour les biscuits à haute teneur énergétique, le nombre de jours d'alimentation est trois.

LNS-MQ = Supplément nutritif à base de lipides – quantité moyenne (anciennement Plumpy'Doz).

LNS-LQ = Supplément nutritif à base de lipides – grande quantité (anciennement Plumpy'Sup et Plumpy'Mum).

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Riz	21 720	10 338 391
Farine de maïs	3 852	2 288 289
Boulgour	11 140	3 453 484
Pois	9 178	3 828 937
Huile	3 515	3 576 655
Sel	917	220 080
SuperCereal	1 051	471 989
LNS-MQ	194	768 074
LNS-LQ	20	45 408
Biscuits à haute teneur énergétique	90	88 200
Total (produits alimentaires)	51 677	25 079 507
Transferts de type monétaire		51 334 000
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)		76 413 507

72. En fonction du contexte local, des besoins et des préférences des bénéficiaires, le PAM recourra à l'assistance en nature, aux transferts de type monétaire ou à une combinaison des deux. Il s'efforcera d'intensifier le recours aux transferts de type monétaire quand la situation des marchés le permettra, et donc de répondre aux préférences et aux besoins nutritionnels des populations ainsi qu'aux priorités du développement économique du secteur agricole national. Dans les cas où il utilisera des distributions en nature au début d'une intervention de secours et pour les cantines scolaires, le PAM s'efforcera dans la mesure du possible d'acheter les produits localement ou ailleurs dans le pays. Pour chaque activité et dans chaque situation, la décision sera prise en fonction des principes d'efficacité, d'efficacité, d'équité, d'économie et de sécurité, en tenant compte des analyses ventilées par sexe et par âge afin de contribuer à l'autonomisation des femmes et des filles.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

73. Le renforcement des capacités, un aspect essentiel pour la stratégie future de transfert des responsabilités au pays et pour la viabilité à terme des programmes nationaux de secours et de développement, est un axe stratégique du PSP. Dans le cadre de l'action qu'il mènera pour obtenir l'effet direct stratégique 5, le PAM mettra davantage l'accent sur le renforcement des capacités en amont, au niveau des politiques, au niveau opérationnel et à celui des systèmes afin de jeter les bases qui permettront de progresser vers l'objectif Faim zéro en Haïti, en se concentrant sur la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise, les dispositifs de protection sociale, les systèmes alimentaires nationaux et les politiques qui favorisent la consommation d'aliments nutritifs et enrichis.
74. La coopération et les échanges Sud-Sud font déjà partie de l'assistance technique actuellement fournie en matière d'analyse climatique et de financement fondé sur les prévisions météorologiques en Haïti, mais des possibilités de collaboration régionale renforcée pourraient être recherchées dans d'autres domaines, par exemple les filets de sécurité réactifs en cas de choc, l'enrichissement des aliments et l'appui aux petits

producteurs. Le bureau de pays s'adressera aux centres d'excellence du PAM et à d'autres partenaires en vue de combler les lacunes observées au niveau des ressources, de la technologie et du savoir-faire nécessaires.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

75. Compte tenu des problèmes de sécurité que connaît Haïti, de son exposition aux catastrophes naturelles et de l'instabilité sociopolitique, une chaîne d'approvisionnement efficace et économique est indispensable à la réussite du PSP. Le PAM acheminera son assistance en nature en recourant à des transporteurs commerciaux si cela est possible. Sinon, il utilisera son propre parc de véhicules tout-terrain et des moyens de transport maritime ou aérien lorsque cela sera nécessaire. Des modalités innovantes de transferts de type monétaire seront utilisées pour desservir les divers groupes de bénéficiaires et répondre à leurs besoins de protection. Il sera fait appel à des spécialistes de la chaîne d'approvisionnement pour former et équiper les coopératives de petits producteurs en vue d'améliorer le séchage, l'entreposage, la protection, la transformation, la livraison, la commercialisation et le contrôle de la qualité de leurs produits (effet direct stratégique 3). Le PAM renforcera les capacités des pouvoirs publics dans les domaines des technologies alimentaires, notamment les spécifications des denrées ainsi que l'assurance et le contrôle de la qualité, de façon à accroître la disponibilité d'aliments nutritifs et enrichis dans le pays. Grâce aux services de logistique, d'entreposage et de transport, entre autres, des spécialistes de la chaîne d'approvisionnement du PAM apporteront leur appui aux partenaires d'organismes humanitaires et de développement afin de contribuer aux interventions d'urgence et d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

76. Le bureau de pays est présent sur le terrain au moyen d'un bureau auxiliaire et de deux antennes locales pour s'occuper des besoins chroniques ou liés à un choc des communautés des zones reculées, et pour pouvoir intervenir au plus vite en situation d'urgence. Complétant ses interventions d'urgence par un portefeuille englobant des activités humanitaires et de développement qui privilégient de plus en plus le renforcement des capacités, le bureau de pays a acquis de nouvelles compétences et un savoir-faire spécialisé en recrutant en interne et à l'extérieur, y compris des partenaires de réserve. Pour consolider ces capacités afin d'exécuter de nouvelles interventions, une formation spécialisée, des talents supplémentaires et de nouvelles stratégies permettant de fidéliser le personnel et d'assurer la parité des sexes pourraient s'avérer nécessaires. Dans le cadre de ses activités d'alimentation scolaire visant à faire évoluer les relations entre les sexes, le bureau de pays envisage de recruter du personnel supplémentaire ayant les compétences nécessaires en la matière.

4.5 Partenariats

77. Pour accompagner l'action que mène le bureau de pays pour répondre aux besoins chroniques ou liés à un choc dans le cadre du PSP en reliant action humanitaire et développement, le PAM investira dans de nouveaux partenariats opérationnels et stratégiques tout en adoptant une démarche englobant l'ensemble de la société, et en considérant l'égalité des sexes comme une problématique transversale.
78. Les partenariats opérationnels mis en place pour chaque activité créent des synergies entre les compétences des divers acteurs et favorisent des améliorations durables de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel, tout en autonomisant les femmes et les filles. Après avoir consulté les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile au sujet du PSP, le PAM passera à un mode plus collaboratif et moins transactionnel pour aborder ces partenariats. En 2018, il a repris la codirection du groupe de travail de l'assistance monétaire, qui est chargé d'élaborer un manuel pratique à l'intention des divers intervenants sur les transferts de type monétaire en situations

d'urgence, qui tient compte des enseignements tirés des interventions menées à la suite du passage de l'ouragan Matthew. Le PAM travaillera également avec la société civile pour élaborer des modules sur l'égalité entre les sexes à l'intention des écoles, lesquels serviront de tremplin pour l'action de sensibilisation visant à faire évoluer les comportements entre les sexes. Le PAM renforcera sa collaboration avec les organisations de la société civile, notamment les coopératives et les organisations féminines, en les associant aux activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale et en les intégrant dans les filières agricoles. Si les possibilités de collaboration avec le secteur privé ont été rares jusqu'à présent en Haïti, les nouvelles activités du PAM concernant la nutrition, l'enrichissement des aliments et l'alimentation scolaire, notamment, offrent des possibilités de nouer des partenariats avec des institutions privées et des fondations nationales ou mondiales pour progresser vers l'objectif Faim zéro.

79. Au niveau stratégique, cette nouvelle stratégie de partenariat jouera un rôle essentiel pour atteindre les objectifs ambitieux que fixe le PSP en matière de renforcement des capacités, en vue d'élaborer et de consolider les volets essentiels d'un système national de sécurité alimentaire et de protection sociale fonctionnel et résilient. Par exemple, en aidant le Ministère des affaires sociales et du travail à élaborer la politique de protection sociale et le plan d'action correspondant, le PAM apporte une assistance technique en amont et au niveau systémique, en collaboration avec l'OIT, l'OIM, l'OMS, l'UNICEF, le PNUD, la CEPALC et la Banque mondiale, comme on le voit dans la section relative à l'activité 7. Pour accroître son rôle concernant l'élaboration des politiques, le PAM établira de nouveaux partenariats avec des établissements universitaires et des instituts de recherche publics et privés et s'investira davantage dans la production de données factuelles. Par ailleurs, la participation active du PAM aux instances de coordination, notamment l'équipe de pays pour l'action humanitaire et les modules chargés de la sécurité alimentaire, des télécommunications d'urgence et de la logistique, contribue déjà à une meilleure collaboration en matière d'exécution des programmes et de mobilisation des fonds en temps de crise. Conformément aux nouvelles modalités de travail des Nations Unies, le plan d'action du PAM en matière de partenariat s'attache également à encourager les propositions de financement conjoint de projets de développement.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

80. Le PAM recourra aux outils institutionnels adaptés au contexte du pays pour concevoir, exécuter et suivre ses activités, en s'appuyant sur les données de référence de la fin de 2018 pour les activités en cours ou sur de nouveaux référentiels qui seront définis dans les trois mois à compter de la date de démarrage de toute nouvelle activité. Un suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes sera mis en place par le PAM, les partenaires coopérants et le Gouvernement en utilisant les outils et méthodes du PAM. Le bureau de pays a renforcé ses moyens de suivi des partenaires coopérants en mettant au point des systèmes de suivi intégrés permettant de procéder à des ajustements immédiats, en fonction de l'évolution de la situation. Des données seront régulièrement recueillies à l'occasion de visites sur le terrain et d'enquêtes, sur site ou à distance, à l'aide de l'outil d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité utilisant la téléphonie mobile et de systèmes électroniques, pour mesurer les indicateurs d'effet direct, de produit et de processus dans les communautés ciblées, en les ventilant par sexe et par âge. Un suivi des prix permettra par ailleurs d'adapter rapidement en connaissance de cause la valeur des transferts. Comme une partie de la population rurale n'a qu'un accès limité aux services de téléphonie, la collecte de données à distance sera associée à des méthodes mixtes pour ne pas fausser les indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire. De plus, des données qualitatives recueillies au moyen d'entrevues avec des informateurs clés et de discussions de groupe permettront

d'analyser de manière approfondie les problèmes et les risques liés à la problématique femmes-hommes et à la protection, et de définir les mesures d'atténuation nécessaires s'il y a lieu. Le PAM collaborera avec ses partenaires pour recueillir des données de suivi pour les indicateurs du PNUAD.

81. Le PAM tient également à jour une base de données sur les bénéficiaires au moyen de la plateforme SCOPE et veille à ce que les critères de ciblage soient adéquats. Des rapports réguliers permettront aux équipes chargées des programmes et de la gestion de résoudre les difficultés opérationnelles, de procéder aux ajustements nécessaires en cours d'exécution et d'améliorer la conception des interventions futures. Les dispositifs existants du PAM et des partenaires servant à faire remonter l'information des bénéficiaires permettent de ventiler les données par sexe et par âge et couvrent toutes les activités du PSP. Des communications et des réunions régulières permettront de tenir les donateurs informés et favoriseront l'échange de réactions, la formulation de recommandations et l'application de mesures correctives éventuelles entre les partenaires coopérants, les parties prenantes et le PAM.
82. Une évaluation décentralisée en cours portant sur l'alimentation scolaire fournira des enseignements qui permettront de procéder à des révisions et d'élaborer la phase suivante du programme de cantines scolaires. En outre, le PAM va réaliser un examen à mi-parcours pour évaluer la performance du PSP et procéder à des ajustements, si cela est nécessaire. Conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation (2016–2021), une évaluation obligatoire du portefeuille d'activités, qui sera réalisée au cours de l'avant-dernière année d'exécution du PSP, examinera le positionnement stratégique du PAM, la cohérence de ses activités et les résultats obtenus. Les constatations et les recommandations de ce travail contribueront à la conception du cycle suivant du programme.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

83. À l'heure actuelle, les deux principaux risques stratégiques qui pourraient avoir une incidence négative sur les opérations du PAM sont les catastrophes survenant brutalement et la détérioration des conditions de sécurité liée au climat d'instabilité sociopolitique. Compte tenu de la nature cyclique des phénomènes météorologiques et de la forte exposition d'Haïti, les risques liés aux catastrophes naturelles sont passés en revue tous les ans dans le plan national d'urgence pour la saison cyclonique, sous l'autorité du Gouvernement. Ce plan d'urgence est en adéquation avec l'ensemble des mesures de préparation et d'intervention du PAM. De moindre ampleur mais latents dans le contexte sociopolitique actuel, les troubles civils et les violences qui s'en suivent sont également étroitement surveillés.
84. Une insuffisance éventuelle des financements pourrait freiner la mise en œuvre du PSP et limiter la contribution du PAM à la réalisation de l'objectif Faim zéro en Haïti. Pour atténuer ce risque, le PAM a associé les donateurs à l'élaboration du PSP et cherchera de nouvelles sources diversifiées de financement, y compris auprès du secteur privé et de fondations.
85. Comme le bureau de pays est un lieu d'affectation "famille non autorisée", il est difficile d'y maintenir du personnel compétent recruté sur le plan international. La forte demande de techniciens et spécialistes locaux ayant la gamme de compétences recherchée provenant d'autres organismes et d'ONG représente un risque pour les opérations du PAM. Le PAM va élaborer une stratégie de formation de son personnel pour disposer des capacités maximales et obtenir les meilleurs résultats. Des registres actualisés de spécialistes locaux seront tenus pour pouvoir faire appel à des renforts en cas d'urgence.

Risques opérationnels

86. Le PAM va répertorier les partenaires les plus compétents pour exécuter ses activités. Pour atténuer les risques opérationnels liés aux capacités, il a établi un registre des partenaires d'exécution qui ont été validés avec soin moyennant un examen de leurs documents, des visites en personne et une évaluation approfondie de leurs capacités. Les capacités des partenaires coopérants seront renforcées, notamment dans le domaine du suivi. Des vérifications supplémentaires ont été ajoutées, notamment l'utilisation de technologies mobiles et le recours à des centres d'appels pour recouper les données et les vérifier à l'aide de systèmes intégrés de suivi, qui permettent de procéder à des corrections en cours d'exécution, si nécessaire.
87. Pour que nul ne pâtisse de ses opérations, le PAM renforcera sa responsabilité à l'égard des populations concernées à tous les stades du cycle des projets. Les sites des distributions sont sélectionnés en fonction de leur accessibilité et de leur sûreté, pour qu'ils répondent aux besoins et assurent la sécurité des divers groupes de bénéficiaires. Un dispositif de suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes permettant de recenser toutes les inquiétudes ayant trait à la sûreté et à la protection sera prévu, en incluant des questions sur la protection lors de visites régulières de suivi sur site et au moyen d'un dispositif de remontée de l'information des bénéficiaires du PAM. Les bénéficiaires peuvent contacter le PAM à tout moment pour obtenir des renseignements sur les prestations auxquelles ils ont droit ou faire part des problèmes qu'ils rencontrent. Le PAM prendra également des mesures pour limiter l'impact environnemental de ses opérations, en collaboration avec les partenaires d'exécution et les communautés.

Risques fiduciaires

88. Depuis le départ des forces de maintien de la paix de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti à la fin de 2017, la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti a pris le relais, essentiellement pour épauler la police nationale. Compte tenu de l'aggravation des conditions de sécurité, et comme la mission devrait quitter le pays en avril 2019, une recrudescence des incidents et des perturbations des opérations est possible, en particulier juste après les situations d'urgence et pendant la saison cyclonique. Tous les bureaux, les entrepôts et véhicules du PAM respectent les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité des télécommunications. Le PAM veille à dispenser une formation de sensibilisation à la sécurité et s'assure que les procédures relatives à la sûreté du personnel sont suivies. Dans les situations extrêmes, le PAM pourrait devoir fonctionner avec des effectifs réduits et à partir de sites différents.
89. D'après les estimations du PNUD, dans les pays en développement, le montant des fonds perdus du fait de la corruption est dix fois supérieur à celui de l'aide publique au développement. La corruption et la fraude freinent le développement durable, détournent des fonds destinés à des services essentiels et font obstacle à la croissance économique. Haïti se classe 157^{ème} sur les 180 pays examinés pour ce qui est de l'indice de perception de la corruption de 2017⁴³. Le PAM continuera de renforcer ses systèmes internes de contrôle et de suivi et de veiller à sélectionner avec soin ses partenaires et à assurer une séparation rigoureuse des tâches.

⁴³ Transparency International, 2017. *Corruption Perceptions Index 2017*. Voir: https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (<i>en dollars</i>)						
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
	2019	2020	2021	2022	2023	
1	7 763 647	8 286 292	8 266 831	8 421 833	8 240 127	40 978 730
2	8 666 621	18 707 576	19 261 282	20 559 450	21 435 814	88 630 742
3	1 420 803	3 872 989	4 441 566	4 939 086	5 467 560	20 142 004
4	3 350 808	6 885 452	6 718 245	6 842 379	6 703 615	30 500 499
5	2 504 775	3 702 217	3 382 827	3 345 875	3 549 593	16 485 287
6	446 611	449 517	451 663	611 727	458 749	2 418 267
Total	24 153 265	41 904 043	42 522 414	44 720 350	45 855 457	199 155 529

90. Au cours de la période d'exécution du PSP, la plus grosse part du budget sera affectée à l'effet direct stratégique 2, témoignant des investissements importants réalisés par le PAM pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition chronique au moyen d'activités d'alimentation scolaire visant à faire évoluer les relations femmes-hommes et d'autres filets de sécurité à dimension nutritionnelle. Les effets directs stratégiques 1 et 4 sont les deuxième et troisième postes budgétaires les plus importants du budget de pays, montrant que le PAM adopte une double approche consistant à fournir une assistance humanitaire vitale en temps de crise et à mener des interventions visant à assurer des moyens d'existence durables pour accroître la résilience et réduire la vulnérabilité face aux chocs et aux facteurs perturbateurs. Conformément à la priorité du Gouvernement qui souhaite revitaliser le secteur de l'agriculture familiale, l'effet direct stratégique 3 constitue le quatrième poste budgétaire le plus important. Le PAM réalisera également des investissements non négligeables dans le renforcement des capacités des institutions et des programmes nationaux au titre de l'effet direct stratégique 5. Comme le prescrit le PAM, une part de 15 pour cent au moins du budget sera consacrée à des activités destinées à faire évoluer les relations femmes-hommes.

6.2 Perspectives de financement

91. Après avoir bénéficié de flux importants d'aide financière à la suite du tremblement de terre de 2010, les tendances actuelles en Haïti indiquent une baisse progressive du financement de l'aide, avec des pics éventuels en situation d'urgence, comme on l'a vu lors du passage de l'ouragan Matthew en 2016. Le PAM a reçu 80,4 millions de dollars pour 2016, 29,6 millions de dollars pour 2017 et 36,9 millions de dollars pour 2018. Selon les prévisions actuelles, le niveau annuel de financement devrait se stabiliser autour de 30 millions de dollars. Le PAM a déjà mobilisé des contributions pluriannuelles qui lui permettront d'assurer la continuité et la grande qualité de ses programmes.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

92. Le PAM a associé les donateurs tout au long de l'examen stratégique Faim zéro et du processus de conception du PSP, et a bénéficié de leur appui pour sa double stratégie axée sur l'aide humanitaire et sur le développement en Haïti. Dans le cadre de son action de mobilisation de ressources, depuis deux ans, le PAM renforce ses partenariats avec ses donateurs habituels, pour ses activités tant humanitaires que de développement. Il cherche des possibilités de nouer de nouvelles relations bilatérales et multilatérales avec des donateurs et va étudier d'autres sources de financement, notamment auprès du secteur privé et de fondations.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR HAÏTI (2019-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par une crise en Haïti sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en temps de crise

Catégorie d'effet direct correspondante: Tient compte de la nutrition
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Des stocks alimentaires et des financements suffisants sont disponibles dans le pays ou la région en cas de choc

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Activités et produits

1. Fournir une assistance alimentaire d'urgence et appuyer la réduction des risques et le relèvement des populations touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les ménages touchés par une crise reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions en vue de remettre en état des actifs communautaires et de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

Les ménages touchés par une crise reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions en vue de remettre en état des actifs communautaires et de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (B: Aliments nutritifs fournis)

Les ménages touchés par une crise reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions en vue de remettre en état des actifs communautaires et de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (D: Actifs créés)

Les ménages touchés par une crise reçoivent une assistance alimentaire non assortie de conditions qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

Les ménages touchés par une crise reçoivent une assistance alimentaire non assortie de conditions qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (B: Aliments nutritifs fournis)

Effet direct stratégique 2: Les populations vulnérables d'Haïti bénéficient de filets de sécurité à dimension nutritionnelle qui leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct correspondante: Tient compte de la nutrition
 Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante
 Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Des financements suffisants sont disponibles pour ce programme. Les transferts de type monétaire prévus en faveur des ménages vulnérables sur le plan nutritionnel montreront l'impact positif attendu sur la nutrition.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Taux de scolarisation

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Taux d'achèvement des études

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Taux de fidélisation

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

Activités et produits

2. Élaborer, mettre en œuvre et renforcer les filets de sécurité à dimension nutritionnelle à l'intention des populations vulnérables (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les populations vulnérables ciblées bénéficient de filets de sécurité à dimension nutritionnelle pour améliorer leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel (A: Ressources transférées)

Les populations vulnérables ciblées bénéficient de filets de sécurité à dimension nutritionnelle pour améliorer leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel (B: Aliments nutritifs fournis)

Les populations vulnérables ciblées bénéficient de filets de sécurité à dimension nutritionnelle pour améliorer leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables ciblées bénéficient de filets de sécurité à dimension nutritionnelle pour améliorer leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

3. Fournir des repas nutritifs et mener des activités de sensibilisation et de formation complémentaires dans les établissements scolaires ciblés qui achètent des produits de façon centralisée (Repas scolaires)

Des repas nutritifs sont servis aux enfants d'âge scolaire afin d'améliorer leur sécurité alimentaire (A: Ressources transférées)

Des repas nutritifs sont servis aux enfants d'âge scolaire afin d'améliorer leur sécurité alimentaire (B: Aliments nutritifs fournis)

Des repas nutritifs sont servis aux enfants d'âge scolaire afin d'améliorer leur sécurité alimentaire (N: Alimentation scolaire assurée)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus

Effet direct stratégique 3: d'ici à 2023, les petits exploitants agricoles et leurs communautés des zones ciblées d'Haïti disposent de moyens d'existence renforcés qui leur permettent d'accroître leur sécurité alimentaire et d'améliorer leur nutrition

Catégorie d'effet direct correspondante: Tient compte de la nutrition
Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Des financements sont disponibles

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Taux de scolarisation

Score de consommation alimentaire

Taux d'achèvement des études

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Pourcentage de non-exécution des contrats d'achats du PAM comportant des dispositions favorables aux petits exploitants

Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant

Taux de fidélisation

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits**4. Développer et améliorer la production locale en renforçant l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)**

Les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, qui sont organisés en coopératives bénéficient de formations, d'outils et de services qui leur permettent d'accroître leur accès aux marchés et d'améliorer leurs moyens d'existence et leur nutrition (A: Ressources transférées)

Les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, qui sont organisés en coopératives bénéficient de formations, d'outils et de services qui leur permettent d'accroître leur accès aux marchés et d'améliorer leurs moyens d'existence et leur nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, qui sont organisés en coopératives bénéficient de formations, d'outils et de services qui leur permettent d'accroître leur accès aux marchés et d'améliorer leurs moyens d'existence et leur nutrition (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

5. Fournir des repas diversifiés et nutritifs, à base de produits locaux obtenus auprès des petits exploitants agricoles, dans les établissements scolaires ciblés (Repas scolaires)

Les enfants d'âge scolaire bénéficient de repas scolaires utilisant la production locale, qui améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition (A: Ressources transférées)

Les enfants d'âge scolaire bénéficient de repas scolaires utilisant la production locale, qui améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants d'âge scolaire bénéficient de repas scolaires utilisant la production locale, qui améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les enfants d'âge scolaire bénéficient de repas scolaires utilisant la production locale, qui améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition (N: Alimentation scolaire assurée)

Les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, bénéficient des achats institutionnels, notamment ceux qui sont destinés à la distribution de repas scolaires diversifiés et nutritifs, qui entraînent une amélioration de leurs moyens d'existence (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Résultat stratégique 4: Les systèmes de production alimentaire sont durables

Effet direct stratégique 4: d'ici à 2023, les communautés vulnérables des zones dont les écosystèmes sont fragiles peuvent s'appuyer sur des systèmes alimentaires résilients pour atténuer les effets des chocs, s'y adapter et s'en relever, et gérer les risques liés au climat

Catégorie d'effet direct correspondante: Tient compte de la nutrition
Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Des financements suffisants sont disponibles pour ce programme.

Indicateurs d'effet direct

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Activités et produits

6. Fournir une assistance alimentaire aux ménages vulnérables aux fins de la création ou de la remise en état d'actifs, l'objectif étant de renforcer la résilience face aux chocs et de mettre en place une gestion intégrée des risques dans les communautés exposées aux risques liés au climat (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les populations locales des zones à risque bénéficient de la gestion intégrée des risques et d'actifs, d'outils et de services résilients face aux aléas climatiques, qui contribuent à leur sécurité alimentaire, à leur nutrition et à leur résilience face aux chocs (A: Ressources transférées)

Les populations locales des zones à risque bénéficient de la gestion intégrée des risques et d'actifs, d'outils et de services résilients face aux aléas climatiques, qui contribuent à leur sécurité alimentaire, à leur nutrition et à leur résilience face aux chocs (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations locales des zones à risque bénéficient de la gestion intégrée des risques et d'actifs, d'outils et de services résilients face aux aléas climatiques, qui contribuent à leur sécurité alimentaire, à leur nutrition et à leur résilience face aux chocs (D: Actifs créés)

Les populations locales des zones à risque bénéficient de la gestion intégrée des risques et d'actifs, d'outils et de services résilients face aux aléas climatiques, qui contribuent à leur sécurité alimentaire, à leur nutrition et à leur résilience face aux chocs (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les ménages vulnérables des zones ciblées bénéficient de l'assistance alimentaire assortie de conditions pour préserver et renforcer leur sécurité alimentaire et leur nutrition (A: Ressources transférées)

Les ménages vulnérables des zones ciblées bénéficient de l'assistance alimentaire assortie de conditions pour préserver et renforcer leur sécurité alimentaire et leur nutrition (D: Actifs créés)

Les ménages vulnérables des zones ciblées bénéficient de l'assistance alimentaire assortie de conditions pour préserver et renforcer leur sécurité alimentaire et leur nutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Objectif stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 5: Les institutions centralisées et décentralisées et les parties prenantes nationales disposent de moyens accrus pour atteindre l'objectif Faim zéro d'ici à 2030

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Des homologues gouvernementaux stables s'assurent que les efforts de renforcement des capacités donnent des résultats positifs à long terme.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Activités et produits**7. Fournir un appui à l'élaboration des politiques et une assistance technique aux parties prenantes nationales dans les domaines de la protection sociale, de la gestion des risques de catastrophe, de l'enrichissement des produits alimentaires et de la production locale (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les populations à risque bénéficient des capacités renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention du pays, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels en temps de crise (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations à risque bénéficient des capacités renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention du pays, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels en temps de crise (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les populations à risque bénéficient des capacités renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention du pays, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels en temps de crise (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

Les populations à risque bénéficient des capacités renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention du pays, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels en temps de crise (K: Partenariats appuyés)

Les populations à risque bénéficient des capacités renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention du pays, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels en temps de crise (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les habitants d'Haïti bénéficient de la disponibilité accrue de produits alimentaires de bonne qualité, sûrs et nutritifs, notamment des produits locaux enrichis, qui entraînent une amélioration de leur santé et de leur nutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les habitants d'Haïti bénéficient de la disponibilité accrue de produits alimentaires de bonne qualité, sûrs et nutritifs, notamment des produits locaux enrichis, qui entraînent une amélioration de leur santé et de leur nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables bénéficient des cadres et des systèmes institutionnels renforcés, qui améliorent leur accès à l'assistance sociale de base (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables bénéficient des cadres et des systèmes institutionnels renforcés, qui améliorent leur accès à l'assistance sociale de base (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les populations vulnérables bénéficient des cadres et des systèmes institutionnels renforcés, qui améliorent leur accès à l'assistance sociale de base (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 6: Le Gouvernement et les parties prenantes dans les domaines de l'aide humanitaire et du développement ont accès toute l'année à des services à la demande

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Nécessité d'améliorer les partenariats

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits

8. Fournir à la demande, au Gouvernement ainsi qu'aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement, des services liés à la chaîne d'approvisionnement, au ciblage, à la gestion des bénéficiaires et aux transferts de type monétaire (Prestation de services et plateformes)

La population d'Haïti bénéficie de l'assistance renforcée fournie par les acteurs de l'aide humanitaire et du développement pour subvenir à ses besoins essentiels toute l'année (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

La population d'Haïti bénéficie de l'assistance renforcée fournie par les acteurs de l'aide humanitaire et du développement pour subvenir à ses besoins essentiels toute l'année (K: Partenariats appuyés)

La population d'Haïti bénéficie de l'assistance renforcée fournie par les acteurs de l'aide humanitaire et du développement pour subvenir à ses besoins essentiels toute l'année (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.4 Le projet prévoit des initiatives destinées à réduire le risque de violences sexuelles et sexistes (oui/non)

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)							
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 3	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 5	Résultat stratégique 8	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	
Transferts	29 804 245	56 951 979	13 440 502	20 043 923	10 858 474	1 769 457	132 868 579
Mise en œuvre	3 542 345	15 169 913	2 950 937	4 773 326	2 556 851	198 020	29 191 391
Coûts d'appui directs ajustés	5 131 091	11 099 462	2 521 241	3 821 717	2 063 818	303 198	24 940 527
Total partiel	38 477 681	83 221 354	18 912 680	28 638 966	15 479 143	2 270 673	187 000 497
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	2 501 049	5 409 388	1 229 324	1 861 533	1 006 144	147 594	12 155 032
Total	40 978 730	88 630 742	20 142 004	30 500 499	16 485 287	2 418 267	199 155 529

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international